



**Ecole Supérieure des Sciences Agronomiques**

**Département Agro-Management**

**Formation Doctorale**

**En vue de l'obtention**

**Du DIPLOME D'ETUDES APPROFONDIES**

**OPTION AGRO-MANAGEMENT**

**APPLICATION DU BUDGET PARTICIPATIF POUR LE DEVELOPPEMENT  
LOCAL DE LA COMMUNE PERI-URBAINE D'ANOSIZATO-OUEST, DISTRICT  
D'ANTANANARIVO ATSIMONDRANO, REGION ANALAMANGA**

**Présenté par : Jean Berger RAZAFIMAMONJY**

**Président du jury :** Rolland RAZAFINDRAIBE, Professeur Titulaire

**Rapporteur :** Docteur Andriamaromasina RANDIMBIMAHENINA

**Examineurs :** Docteur Noro RAHELIZATOVO, Ph,D

Docteur Holy Farahanta RANAIVOARISOA

Présenté le 29 Décembre 2014

**Promotion KINGATSA  
2013- 2014**

## REMERCIEMENTS

Au terme de ce présent travail, nous tenons à apporter nos chaleureux remerciements et notre réelle reconnaissance aux entités et personnes ci-après :

- A l'Ecole Supérieure des Sciences Agronomiques, et au Département Agro-Management qui a permis la réalisation de cette étude ;
- Monsieur Jean Emile RASOARAHONA, Professeur Titulaire et Directeur de l'Ecole Supérieure des Sciences Agronomiques ;
- Monsieur Jean de Neupomuscène RAKOTOZANDRINY, Professeur Titulaire et Directeur Scientifique de la Formation Doctorale à l'École Supérieure des Sciences Agronomiques ;
- Madame Romaine RAMANANARIVO, Professeur Titulaire, Responsable de la Formation Doctorale du Département Agro-Management à l'Ecole Supérieure des Sciences Agronomiques ;
- Monsieur Rolland RAZAFINDRAIBE, Professeur Titulaire de la formation Doctorale au sein de l'Ecole Supérieure des Sciences Agronomiques, pour faire l'honneur de présider cette soutenance, pour avoir accepté de faire partie des membres du jury ;
- Docteur Noro RAHELIZATOVO, Enseignant Chercheur et Chef du Département de l'Agro-Management ;
- Docteur Holy Farahanta RANAIVOARISOA, Enseignant Chercheur, pour les directives qu'il a prodiguées au cours de la réalisation de ce travail et pour avoir bien voulu faire partie des membres du jury.
- Docteur Andriamaromasina RANDIMBIMAHENINA, Chercheur Enseignant, Directeur de la Recherche et de l'Innovation au Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche scientifique, qui a bien voulu accepter d'assurer le tutorat de ce mémoire.

Nous exprimons également notre reconnaissance envers les enseignants et le personnel du Département Agro-Management pour leur contribution à notre formation.

Nos sincères remerciements sont également adressés :

- A ma famille qui n'a pas cessé de me soutenir durant la réalisation de ce mémoire ;
- A tous ceux qui, de près ou de loin, ont contribué à l'élaboration et à l'aboutissement de ce travail.

*Jean Berger RAZAFIMAMONJY*

## RESUME

La Commune péri-urbaine d'Anosizato-Ouest dispose de fortes potentialités dans la production agricole au vue de la présence d'innombrables ressources disponibles et de l'abondance de ressources humaines, acteurs de développement. La Commune applique le processus du Budget Participatif depuis l'année 2011 afin d'améliorer le développement de la commune mais on constate que les objectifs ne sont pas encore atteints. Ceci dit, et d'après cette étude, on constate la participation limitée des citoyens dans la gestion des affaires publiques. De plus, les élus ne veulent pas faire l'objet de contrôle citoyen. La mesure à prendre pour que le Budget Participatif soit une opportunité réelle pour une gouvernance locale plus efficace n'est pas claire. L'objectif global de cette étude est de mettre en exergue l'implication directe des différentes couches de la population dans la gestion des affaires publiques locales, et sur les valeurs de transparence et de redevabilité sociale, en vue de permettre le renforcement de la pratique de la bonne gouvernance locale par l'application du Budget Participatif efficace dans la commune. Les résultats de cette étude mettent en exergue, en premier lieu, la situation socio-économique de la Commune d'Anosizato-Ouest et les différents facteurs de blocage de développement local de la commune, et en second lieu, les forces et faiblesses de l'application du budget participatif à la commune. Les recommandations sont basées sur l'amélioration de la participation citoyenne au processus du Budget Participatif, par l'augmentation de niveau de connaissance et d'éducation de la population, ainsi que le respect des exigences de la gouvernance locale pour plus d'efficacité.

**Mots clés :** Anosizato-Ouest, Budget Participatif, participation citoyenne, développement local

## ABSTRACT

*The suburban commune of Anosizato has great potentialities at its disposal regarding agricultural production given the available numerous assets and the human resources as actors of development. The commune has made use of the budget sharing system since 2011 to enhance the development of the commune but the objectives are far from met. The present study highlights the citizen limited involvement in the management of the commune affairs. Moreover, elected representatives fail to acknowledge any resident control. Measures to make the budget sharing system a real opportunity for local governance to be efficient remain unclear. The objective of the present is to draw attention to the implication of the different*

*social strata in managing local public affairs, and the matter of good local governance through efficient budget sharing within the commune. The study results emphasize first, the socio-economic situation of the Commune of Anosizato-West as well as the different factors that delay the commune local development, and then, the strengths and weaknesses linked to the budget sharing system. Recommendations are towards the improvement of citizen participation in the budget sharing process through the enhancement of local population level of knowledge and education, as well as the governing body to respect the requirements for efficiency.*

**Keywords:** *Anosizato-West, Budget sharing, citizen involvement, local development*

## SOMMAIRE

RESUME

ABSTRACT

REMERCIEMENTS

LISTE DES TABLEAUX

LISTE CARTE ET PHOTOS

ACRONYMES

INTRODUCTION

1. CONCEPTS ET ETAT DE L'ART

1.1 Développement local

1.2 Gouvernance locale

1.3 Budget participatif

1.4 Décentralisation

2 MATERIELS ET METHODES

2.1 Matériels

2.2 Méthodes

2.3 Limites de l'étude

2.4 Récapitulatif de la méthodologie

2.5 Chronogramme des activités

3 RESULTATS

3.1 Les grands facteurs de blocage de développement local de la commune péri-urbaine d'Anosizato Ouest

3.2 Les forces, faiblesses, opportunités et menaces du budget participatif de la commune.

4 DISCUSSIONS ET RECOMMANDATIONS

4.1 Discussions

4.2 Recommandations

CONCLUSION

BIBLIOGRAPHIE ET WEBOGRAPHIE

ANNEXE

TABLE DES MATIERES

## LISTE DES CARTES

<b>Carte-1:</b> District d’Antananarivo Atsimondrano.....	09
<b>Carte-2:</b> Commune d’Anosizato Ouest .....	10

## LISTE DES FIGURES ET GRAPHERS

<b>Figure 1 :</b> Dendrogramme des ménages enquêtées.....	22
<b>Figure 2 :</b> Profil des situations socio-économique des ménages.....	22
<b>Figure-3 :</b> Les cercles vicieux de Nurkse.....	32
<b>Figure 4 :</b> Les sous étapes de la manifestation de la volonté politique.....	36
<b>Figure 5 :</b> Les actions à entreprendre pour la préparation de la conduite du PBP.....	37
<b>Figure 6</b> Redevabilité sociale.....	40
<b>Figure 7 :</b> Sens d’information.....	40
<b>Figure 8 :</b> Cycle du Budget Participatif.....	43
<b>Graphe 1 :</b> Pourcentage des ménages pauvres enquêtés par fokontany.....	24
<b>Graphe 2 :</b> Taux de connaissance et de participation des ménages au BP, par fokontany.....	28
<b>Graphe 3 :</b> La situation socio économique de ménage et la participation au BP.....	30

## LISTE DES TABLEAUX

<b>Tableau 1 :</b> Répartition des individus enquêtés par <i>fokontany</i> .....	15
<b>Tableau 2 :</b> Démarches de réalisation de l’étude.....	19
<b>Tableau 3 :</b> Chronogramme de réalisation de l’étude.....	20
<b>Tableau 4 :</b> Situation socio-économique des ménages enquêtés.....	23
<b>Tableau 5 :</b> Forces, Faiblesses, Opportunités et Menaces (FFOM)-Budget participatif.....	25
<b>Tableau 6 :</b> Le taux de participation des ménages enquêtés au processus du BP.....	27
<b>Tableau 7 :</b> Les acteurs du BP et ses responsabilités.....	29
<b>Tableau 8 :</b> Base de données collecté auprès des ménages enquêtés.....	8
<b>Tableau 9 :</b> Répartition de la population Par <i>fokontany</i> .....	23
<b>Tableau 10 :</b> Répartition par tranche d’âge et par sexe.....	24
<b>Tableau 11 :</b> Renseignement de l’éducation.....	25
<b>Tableau 12 :</b> Renseignement de la Santé.....	26
<b>Tableau 13 :</b> Entreprises et Sociétés dans la commune péri-urbaine d’Anosizato Ouest.....	27
<b>Tableau 14 :</b> Projets en cours et réalisés Education.....	28
<b>Tableau 15 :</b> Projets en cours et réalisés Santé.....	29

## LISTE DES ACRONYMES

<b>AFD</b>	Analyse Factorielle Discriminante
<b>APS</b>	Avant Projet Sommaire
<b>BE</b>	Bureau d'Exécution
<b>BP</b>	Budget Participatif
<b>CAH</b>	Classification Ascendante Hiérarchique
<b>CAO</b>	Commission d'Appel d'Offre
<b>CC</b>	Conseil Communal
<b>CTD</b>	Collectivité Territoriale Décentralisée
<b>FDL</b>	Fonds de Développement Local
<b>HIMO</b>	Haute Intensité de Main d'œuvre
<b>OJ</b>	Ordre du Jour
<b>ONG</b>	Organisation Non Gouvernementale
<b>OSC</b>	Organisation de la Société Civile
<b>PBP</b>	Processus du Budget Participatif
<b>PCD</b>	Plan Communal de Développement
<b>PDQ</b>	Plan Communal de Quartier
<b>PGDI</b>	Programme de Gouvernance et de Développement Institutionnel
<b>PGRM</b>	Programme de Gouvernance et de Ressources Minières
<b>PIC</b>	Pôles Intégrés de Croissance
<b>PN2D</b>	Programme National de Décentralisation et de Déconcentration
<b>PRD</b>	Plan Régional de Développement
<b>PV</b>	Procès Verbal
<b>PVD</b>	Plan Villageois de Développement
<b>SAHA</b>	<i>Sahan'AsaHampanandrosoana ny enyAmbanivohitra</i> (Programme de Développement Rural)
<b>STC</b>	Secrétaire Trésorier Comptable
<b>STD</b>	Service Technique Déconcentré

## INTRODUCTION

Depuis 1994, Madagascar s'est engagé dans la mise en œuvre de la décentralisation afin de promouvoir le développement économique local par la maîtrise d'ouvrage<sup>1</sup> des Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD) et des organisations communautaires de base. Ainsi, aux termes de l'Article 3 de la Loi n° 93-005 du 26 janvier 1994 portant orientation générale de la politique de décentralisation, l'Etat assure la promotion du développement national, régional et local par la recherche d'une grande intégration et d'une mobilisation de la population dans les actions de développement, la responsabilisation de celle-ci dans la définition et la réalisation de toute action à tous les niveaux<sup>2</sup>.

Dans la pratique, cela se concrétise par la mise en place des différentes Collectivités Locales Décentralisées (CTD) dotées d'une personnalité morale et d'une autonomie administrative et financière. La commune dispose de ce fait, d'une compétence garantie par les lois dans la gestion de ses ressources et des affaires publiques locales. Pour ce faire, elle doit collaborer avec d'autres institutions, comme les Services Techniques Déconcentrés (STD), le secteur privé, les Organisations de la Société Civile (OSC), les partenaires techniques et financiers dans l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan de développement local, autour duquel convergent la vision et les intérêts des différents acteurs locaux pour un développement autocentré.

Pour la Commune d'Anosizato-Ouest qui est une localité péri-urbaine, le développement socio-économique est loin d'être tangible malgré les interventions de divers organismes de développement. Alors que, ces projets de l'Etat sont censés réaliser le développement au profit de ladite commune. La CTD est un cadre institutionnel de participation citoyenne à la gestion des affaires publiques. Il s'agit d'impliquer les citoyens dans le processus de prise de décision des investissements communaux à réaliser en réponse aux besoins et aux préoccupations locales (démocratie directe). En effet, la responsabilisation de tous dans les activités de développement est la base de l'amélioration de leur condition de vie, objectif du développement local. Ainsi, pour sa mise en œuvre et dans le cadre du Programme National de Décentralisation et de Déconcentration (PN2D), une importance particulière est accordée au renforcement des capacités et des compétences des Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD).

---

<sup>1</sup> Au sens de capacité à gérer par elles-mêmes leur propre développement économique, Service administratif, infrastructure etc.

<sup>2</sup> Manuel de procédure de FDL

L'objectif consiste à faire en sorte qu'elles soient en mesure de gérer, dans le respect du cadre juridique en vigueur, le processus d'élaboration et de mise en œuvre de leur budget respectif. En effet, le budget constitue non seulement le principal support des actions de développement au niveau des CTD mais également l'affirmation des compétences et des pouvoirs de décision des CTD sur les plans politique, économique et social. Dans l'objectif d'améliorer le processus budgétaire, l'adoption du Budget Participatif (BP) s'avère pertinente et efficace. En effet, fondé sur l'implication directe des différentes couches de la population dans la gestion des affaires publiques locales et sur les valeurs de transparence et de redevabilité sociale, le BP permet de renforcer la pratique de la bonne gouvernance locale.

En visant l'intérêt général, le processus budgétaire participatif crée un cadre favorable aux débats des citoyens autour de leurs préoccupations et priorités. Il déclenche le dialogue entre l'acteur, le citoyen et les élus, pour qu'ils puissent forger ensemble un avenir commun à travers leurs engagements respectifs à l'élaboration et la réalisation du budget de leur collectivité, particulièrement sur les projets d'investissement communaux. Il faut noter que le BP fait partie intégrante du budget d'ensemble de la Commune. La démarche de mise à participation des citoyens à travers toutes les étapes du processus le diffère du budget classique. La somme allouée à la participation du budget participatif (PBP) provient essentiellement des recettes prévisionnelles d'impôts locaux (Impôt synthétique, licence privée, ...)<sup>3</sup>.

Malgré la politique de développement local du gouvernement qui destinait un budget très important de l'Etat, les nombreuses théories du développement rural publiées par les chercheurs, l'existence des différents projets réalisés, puis la bonne volonté, l'initiative et toutes les efforts des citoyens à la participation des activités de développement, et surtout l'application du budget participatif à la commune péri-urbaine d'Anosizato-Ouest depuis 2011, on constate que la commune n'a pas encore atteint le développement<sup>4</sup>.

La problématique observée dans la Commune péri-urbaine d'Anosizato-Ouest se traduit par la participation limitée des citoyens dans la gestion des affaires publiques, et on a aussi constaté que les élus ne veulent pas faire l'objet de contrôle citoyen. De plus, la mesure à prendre pour que le Budget Participatif soit une opportunité réelle pour la gouvernance locale plus efficace n'est pas claire. Enfin, même si cette localité dispose de forte potentialité dans

---

<sup>3</sup> Manuel de procédure de FDL

<sup>4</sup> Auteur

la production agricole, d'innombrables ressources disponibles, des acteurs de développement et des initiatives de citoyen, la commune est encore non développée.

Pour cela, il importe de répondre aux deux questions de recherche suivantes :

- *Quels sont les grands facteurs de blocage du développement local de la Commune d'Anosizato-Ouest ?*
- *Est-ce que l'application du budget participatif peut répondre exactement aux problèmes de développement local ?*

L'objectif global de cette étude est de mettre en exergue l'implication directe des différentes couches de la population dans la gestion des affaires publiques locales, et sur les valeurs de transparence et de redevabilité sociale, en vue de permettre le renforcement de la pratique de la bonne gouvernance locale par l'application du Budget Participatif efficace dans la commune.

Pour y parvenir les deux objectifs spécifiques suivants sont fixés :

- *Identifier les grands facteurs de blocage du développement local de la Commune d'Anosizato-Ouest ;*
- *Analyser l'application du budget participatif dans la commune.*

Les hypothèses correspondant aux questions de recherche, et qui constituent des réponses provisoires à tester sur terrain se présentent comme suit:

- *Le développement local de la Commune d'Anosizato-Ouest a des facteurs de blocages;*
- *L'application du budget participatif peut résoudre les principaux problèmes de développement local de la Commune d'Anosizato-Ouest.*

Les résultats attendus sont :

- *Les grands facteurs de blocage du développement locale de la Commune d'Anosizato Ouest seront connus;*
- *Les forces, les faiblesses, les opportunités et menaces du budget participatif de la commune seront identifiées.*

Cet écrit comporte trois grandes parties. La première est relative aux matériels et méthodes où la collecte des données est basée particulièrement sur une étude rétrospective des archives et registres relatifs aux activités de FDL, sur l'application du budget participatif et la situation socio-économique de la population de la Commune d'Anosizato-Ouest. Puis, l'analyse des données collectées repose sur la statistique descriptive, les analyses statistiques de classification. La seconde partie concerne les résultats portant sur la typologie des ménages

ciblés, le calcul du revenu des ménages enquêtés. La dernière partie est celle des discussions et des recommandations mettant en exergue l'importance de l'application du budget participatif sans discrimination de classe, et de situation sociale des participants, dans le processus de développement local de la Commune.

# 1. CONCEPT ET ETAT DE L'ART

## 1.1. Développement local

Pour MERENNE, (1996), « *le développement local est encore parfois assimilé au développement endogène, au développement par le bas, au développement communautaire ou encore autonome* ».

Selon ABDELBAKI, (2008), « *la notion de développement local peut être envisagée comme une démarche qui consiste à privilégier les initiatives multiples socio-économiques et écologiques des acteurs publics et privés à l'échelle d'un territoire donné (espace) visant l'amélioration des conditions de vie par le biais d'une certaine autosuffisance qui s'appuie sur la diversification et l'intégration des activités* ». Elle insiste particulièrement sur la prise en compte des traditions productives locales, des valeurs culturelles et des réalités locales qui restent réceptives aux changements technologiques et à la modernisation. En d'autres termes, ce sont des réseaux souples de petites unités de production caractérisés par une grande flexibilité qui répondent à la demande du marché.

En définitive, le développement local ne peut, en aucun cas, être considéré comme un processus de fermeture sur soi, mais plutôt une manière de tirer avantage de ses possibilités pour construire et façonner sa réalité.

Ce qui signifie:

- qu'il n'y pas de modèle unique de développement local,
- qu'il s'appuie sur les forces endogènes du milieu,
- qu'il intègre des dimensions sociales, culturelles et économiques,
- qu'il fait appel à une volonté de concertation et à la mise en œuvre de mécanismes de partenariat et de réseaux,
- qu'il implique enfin, une stratégie participative et une responsabilisation des citoyens envers la collectivité.

Le contexte de développement local doit répondre aux exigences suivantes :

➤ *Sur le plan économique*

Le développement local doit atteindre des objectifs précis :

- Valoriser localement les ressources existantes et potentielles en vue de produire des biens et services capables de satisfaire les besoins du marché local et national,

- Diversifier les activités en cherchant la meilleure combinaison des compétences et potentialités des opérateurs,
- Favoriser l'enrichissement des activités par une multiplication des échanges entre les différents acteurs du développement local.

➤ *Sur le plan social*

- Définir et prendre en charge les besoins fondamentaux de la population,
- Réduire les facteurs de vulnérabilité des populations locales par le renforcement des structures, de formation et de culture. La question est d'établir les conditions nécessaires et suffisantes permettant aux pauvres de sortir progressivement de leur misère,
- Forger les solidarités réelles ou éventuelles autour d'un projet visant à transformer en profondeur l'état du territoire.

## 1.2. Gouvernance locale

Selon le rapport du Programme de Nations Unies pour le Développement (PNUD), le terme « *Gouvernance locale est lié à la décentralisation et au développement local et inclut à la fois les concepts de responsabilité et démocratie locale* », (PNUD, 2007). La gouvernance locale est le fruit d'un ensemble d'institutions, de mécanismes et de processus au travers desquels les citoyens et les groupes peuvent formuler leurs intérêts et leurs besoins (y compris les groupes victimes de discriminations, comme les personnes handicapées, les femmes, les minorités et les personnes atteintes du VIH/SIDA), communiquer sur leurs différences et exercer leurs droits et obligations au niveau local. Cela implique une participation effective des citoyens, un flux d'informations transparent et des mécanismes comptables.

Dans un processus de développement local, le territoire local devient une entité administrative

- La démocratie locale et la citoyenneté peuvent être exercées et développées ;
- Les besoins et les droits de tous les groupes et membres de la communauté, y compris les autres populations marginalisées peuvent être mieux pris en compte ;
- Les projets, les services sociaux et l'aide aux personnes marginalisées peuvent être financés ;
- L'inclusion sociale est l'accès du citoyen à la prise de décision (au pouvoir), aux infrastructures services sociaux, culturels et économiques ;
- La participation désigne les différents moyens qui permettent aux citoyens de contribuer aux décisions concernant une communauté ;

- Les principes de participation et inclusion font appel à un autre principe, celui de non-discrimination: aucun groupe social ne doit être exclu des processus ;
- Participation, Inclusion et Non-discrimination sont les principes-clés de la Gouvernance Locale.

### **1.3. Budget participatif**

Selon DIAGNE<sup>5</sup>, (2010), le Budget Participatif se définit comme un processus par lequel les communautés participent au débat sur les politiques publiques et décident des ressources publiques disponibles ou alors sont associées aux décisions relatives à leur affectation et en assurent le suivi.

### **1.4. Décentralisation**

La réunion accueillie par le Comité des Régions européennes en Bruxelles, le 23 Novembre 2010, parle que la décentralisation est généralement comprise comme un processus de transfert de compétences d'un Etat central vers un niveau local (les collectivités locales) devenu responsabilisé

- ✓ L'Objectif de la décentralisation est le rapprochement entre gouvernants et gouvernés
- Décentralisation politique (élus et citoyens ont de pouvoir de décision)
- Décentralisation administrative (transfert de domaines de compétences pour assurer une fourniture plus efficace de services publics).
- Décentralisation financière (transfert de ressources financières concomitantes dans le cadre d'une autonomie de gestion).

✓ La Décentralisation est indissociable de la Gouvernance locale et est égal à l'exercice légal de l'autorité économique, politique et administrative à l'échelle de la collectivité locale pour parvenir au développement économique et social en rapport avec les besoins des populations. Ceci en englobant les actions et interactions des différents acteurs locaux et envisant l'efficacité (réunion accueillie par le Comité des Régions européennes en Bruxelles, le 23 Novembre 2010).

---

<sup>5</sup>Mamadou Mansour DIAGNE<sup>5</sup> (Coordonnateur du Programme du Budget Participatif au Sénégal, ENDA Tiers Monde /ECOPOP)

## **2. MATERIELS ET METHODES**

### **2.1. Matériels**

#### **2.1.1. Justification du Choix du thème**

Les raisons suivantes ont conduit au choix du thème :

- Les études et les recherches<sup>6</sup> ont démontré que la participation citoyenne à la gestion des affaires publiques, dans le processus de prise de décision des investissements communaux à réaliser en répondant aux besoins et préoccupations locales sont très importantes au développement et ce, quelle que soit la catégorie sociale et économique et quel que soit le pays ou la région du monde auxquelles elles appartiennent ;

- Ensuite et conforme aux orientations stratégiques du Ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Décentralisation et dans le cadre de la mise en œuvre du Fonds de développement local (FDL), un atelier de validation des outils harmonisés du processus du Budget Participatif s'est tenu le 15 Octobre 2011 à Antananarivo,

- Le processus budgétaire participatif est une pratique et une mise en œuvre de la gouvernance locale.

#### **2.1.2. Justification du choix de zone d'étude**

Le choix de la Commune d'Anosizato-Ouest est justifié par deux aspects, notamment:

- La volonté politique des élus d'adopter le budget participatif. Ensuite, ils font preuve d'un engagement à impliquer les citoyens dans leur ensemble dans l'élaboration du budget communal. Pour ce fait, le Maire se doit de sensibiliser et de solliciter toute la communauté pour adhérer au processus, il est ainsi important d'effectuer une analyse sur comment les différents acteurs évoluent au sein de la commune (politiciens, opérateurs économiques, STD, associations, autres) et comment ils pourraient se positionner par rapport à l'initiative du budget participatif et de se doter pour cela d'une cartographie des acteurs, facilitant ainsi le pilotage des actions de développement.

- L'initiative et la motivation des citoyens, de la Commune d'Anosizato-Ouest, à l'application du budget participatif pour le développement local ont été remarquables. Ils sont

---

<sup>6</sup> Rapport du Secrétariat général des Nations Unies sur le développement durable, la coopération économique internationale dans le développement, septembre 1995.

conscients que la participation des tous les acteurs à la prise de décision du budget communal est l'une de bonnes voies de sortir au non développement de la commune.

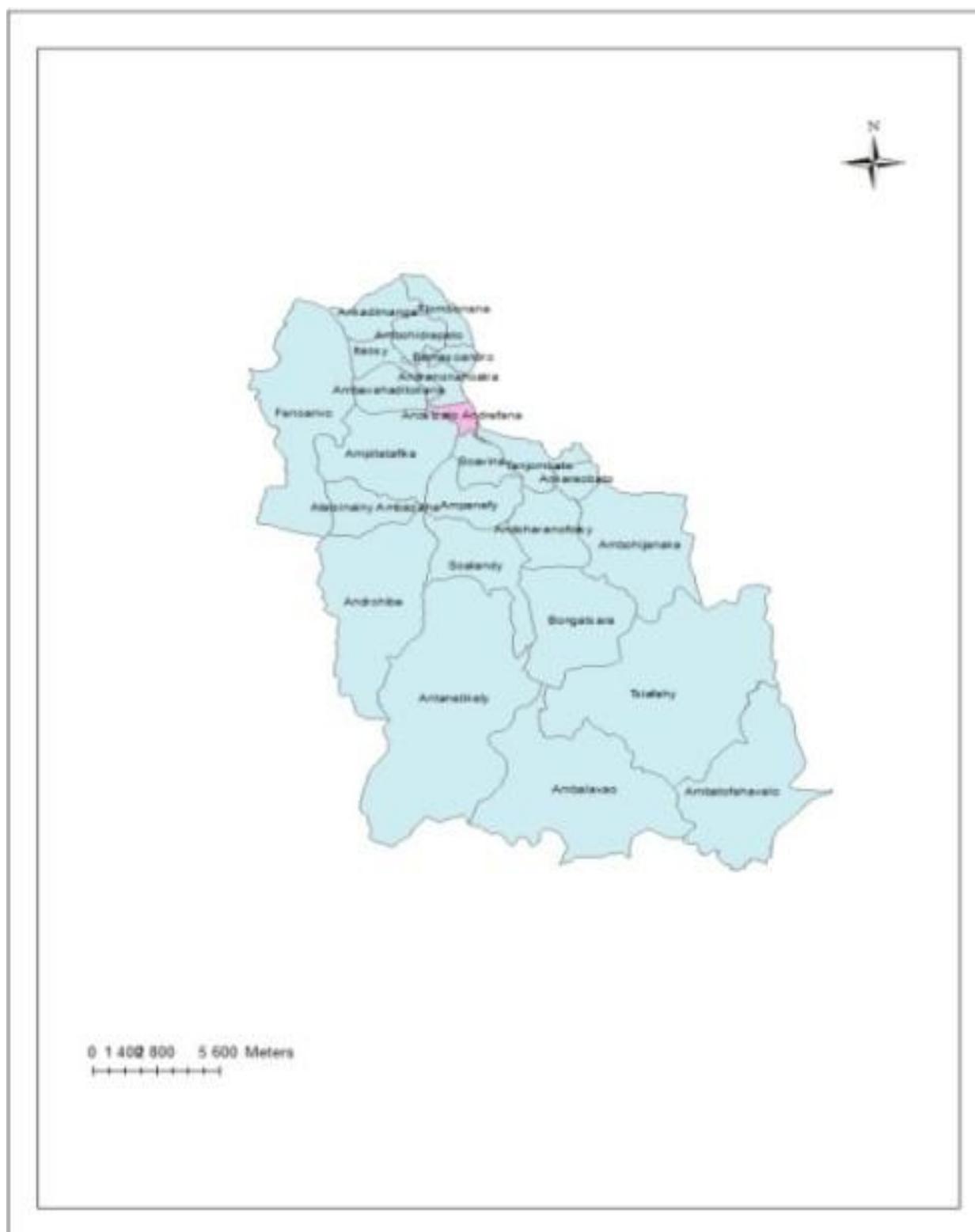
### **2.1.3. Cadrage de la zone d'étude**

La Commune Rurale d'Anosizato-Ouest est située dans le District d'Antananarivo Atsimondrano, de la Région d' ANALAMANGA, Province d'Atananarivo. Elle est à 7 km à l'Ouest de la commune Urbaine d'Antananarivo, au Sud-Est de la Commune Rurale de Soavina, au Nord de la Commune Rurale d'Andranonahoatra, et à l'Est de la Commune Rurale d'Ampitatafika. Ses coordonnées géographiques sont 15°10'00'' Sud 47°47'00'' Est / -15,166667, 47,783333. Son altitude est de 135m<sup>7</sup>. La commune est composée de 7 *fokontany*, dont la superficie totale est de 1,7 km<sup>2</sup>. En 2013, la population était de 21 218 habitants, dont 10 030 hommes et 11 188 femmes<sup>8</sup>. Tous les *fokontany* de la Commune d'Anosizato-Ouest ont fait l'objet de l'étude. Les Cartes 1 et 2 montrent la localisation géographique et administrative de la commune.

---

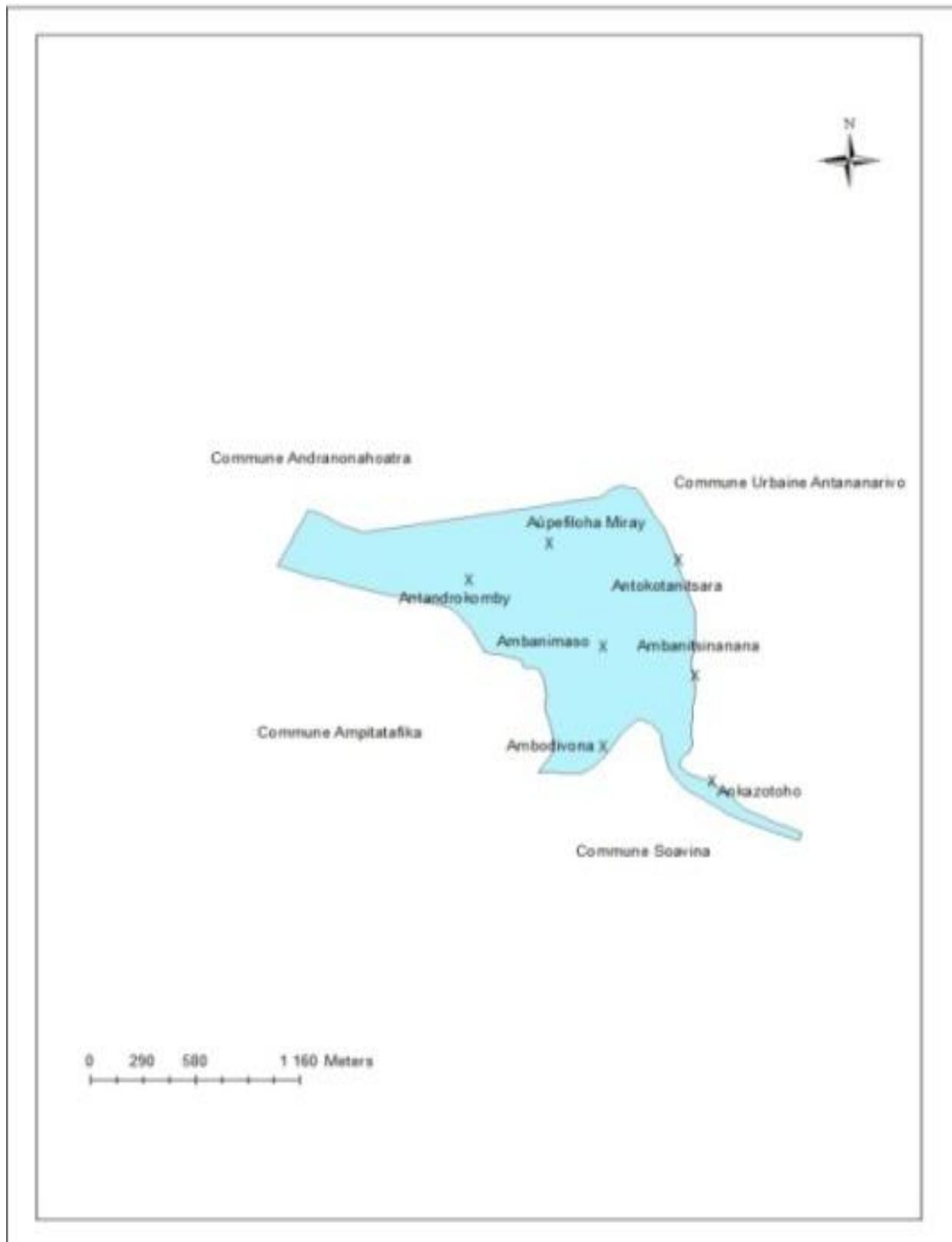
<sup>7</sup> Plan Communal de Développement

<sup>8</sup> Recensement de la population de la commune, 2015,



**Carte-1:** District d'Antananarivo Atsimondrano

**Source :** Auteur, 2014



**Carte-2:** Commune d'Anosizato-Ouest

**Source :** Auteur, 2014

### **2.1.4. Outils de traitement de données**

Le traitement des données et leur analyse ont été effectués à l'aide des différents outils informatiques et logiciels à savoir :

- le tableur MS EXCEL™ et le complément de traitement statistique XLSTAT™,
- le logiciel de traitement d'informations géographiques ArcGIS™,

## **2.2. Méthodes**

### **2.2.1. Démarches communes aux hypothèses**

#### **2.2.1.1. Phase préparatoire**

##### **a. Recherche bibliographique**

Les documents et ressources qui ont servi de base à la présente étude sont :

- les documents sur la situation géographique, cartographique, socio-économique, administrative et culturelle des zones d'intervention de la commune au sein de la Circonscription Domaniale,
- les rapports de recherche et documents relatifs au budget participatif pour un développement économique local;
- une revue de la littérature auprès des bibliothèques et centres de documentation appropriés,
- des mémoires, des thèses et des textes juridiques portant sur le thème ont été consultés au cours de ces recherches. Elles ont été complétées par des recherches webographiques.

Ces recherches ont abouti à :

- l'adoption d'une méthodologie de recherche concrétisée par le protocole présentant les objectifs et les hypothèses ;
- l'élaboration de l'état de l'art permettant de situer de manière scientifique le thème d'études choisi ;
- la détermination des informations à collecter sur terrain par le biais du guide d'entretien et de la fiche d'enquête.

## **b. L'élaboration des supports d'enquête**

Les supports d'enquêtes sont constitués par le guide d'entretien après avoir effectué la prospection et les entretiens. Ils ont été élaborés suite à la synthèse des informations bibliographiques et webographiques portant sur le thème choisi.

### **• La prospection**

La prospection a été nécessaire afin de tester le guide d'entretien et la fiche d'enquêtes dans le but de les modifier en cas de besoin. Cette étape comprend les entretiens auprès des personnes ressources et les enquêtes au niveau des ménages cibles.

### **• Les entretiens**

Les interviews ne sont pas totalement fermées. Les interlocuteurs sont sollicités à exprimer librement leurs opinions propres à l'aide de questionnements bien orientés vers le thème de l'étude. L'ensemble des données collectées au cours des entretiens auprès des personnes-ressources a permis de confronter les informations théoriques de la documentation, d'avoir un aperçu des enquêtes à effectuer, d'élaborer les fiches d'enquêtes et a été utilisé lors des démarches de vérification des hypothèses.

### **• Le guide d'entretien (Annexe I)**

Il s'agit d'un recueil de questions standards destinées aux responsables administratifs, aux autorités traditionnelles (Tangalamena, Ray amandreny antanàna), aux organismes locaux : ONG, Projet, les Associations. Les grandes lignes abordées concernent :

- Les activités habituelles comme génératrices de revenus de la population ;
- La connaissance et la participation citoyenne au développement local, et
- La place et les rôles au développement des acteurs (opérateurs économiques, politiciens, association,...) dans la commune d'Anosizato-Ouest.

Les informations recueillies lors de ces entretiens ont permis d'affiner la fiche d'enquête en confrontant les informations bibliographiques issues de la documentation et les réalités sur terrain.

### - Les pré-enquêtes :

Les enquêtes préparatoires sont destinées à tester la pertinence de la fiche d'enquêtes (Annexe II) par rapport aux objectifs spécifiques de l'étude. Il est ensuite indispensable d'ajuster la fiche d'enquêtes selon les difficultés et les réalités rencontrées sur terrain.

### **2.2.1.2.Phase opérationnelle : Collecte de données**

Cette phase concerne principalement le travail sur terrain. Les données d'enquête ont été collectées à l'aide d'une fiche d'enquête destinée aux citoyens plus de 18 ans, cibles de l'étude.

#### • *Fiche d'enquête*

Les variables principales abordées concernent :

- Le niveau d'éducation,
- Le nombre d'enfants,
- La place dans le ménage (chef de ménage ou non),
- L'appartenance à un organisme ou projet,
- L'appartenance à une association,
- Le niveau des connaissances au Budget Participatif et la participation aux affaires socio-politico-économique.

#### • *Formule utilisée*

Une enquête socio-économique portant sur l'éducation, la santé, les activités agricoles et les revenus des ménages a été effectuée. Le public cible de l'enquête est le ménage (Homme ou Femme de 18 à 60 ans), habitant dans les *fokontany* cibles.

Comme les données statistiques en termes de nombre de ménages et de population n'ont pas été disponibles et comme la zone d'étude est très étendue, le modèle d'échantillonnage suivant la loi de Laplace-Gauss, c'est-à-dire la loi normale, a été adoptée.

• **Mode de calcul de l'échantillon « n »**

On a mené l'enquête de ménage auprès de sept *fokontany* de la commune

✓ Calcul de l'échantillon, **n**

Or, d'après la formule :  $e = t_{\alpha} \frac{\sqrt{p(1-p)}}{n}$ ,

(**Source** : Mathématicien Américain, Martine Quinio)

**e** : marge d'erreur

**p** : fréquence (la proportion de probabilité du secteur agricole,  $p= 0,09$ )

**n** : élément d'échantillon

**$\alpha$**  : seuil de risque,

La taille de l'échantillon plus de 100 alors selon la table de student : **t = 1.96** correspondant à

**e = 0.05**. Et par déduction de la formule précédente de **e**,

$$n = p*(1-p)*(t/e)^2$$

$$n = 0.0902*(1-0.0902)*(1-0.0902)*(1.96/0.05)$$

D'où

$n = 124$
-----------

Le nombre d'échantillon a été de 124 (soit 0,4%) de la population appartenant à sept *fokontany* de la commune. Cet échantillon a été composé :

- de 55 Agriculteurs,
- de 28 commerçants,
- de 23 Salariés,
- de 18 Autres (tireurs de pousse-pousse, aides chauffeurs, vendeurs de crédits,...)

Cet échantillon est constitué de 18 individus par chaque *fokontany* de la Commune d'Anosizato ouest : Antananambony, Ampefiloha, Antokotanitsara, Ambanimaso, Ambodivona, Ankazotoho et Antandrokomby.

Voici le tableau qui répartit le choix de 18 individus par *fokontany*:

**Tableau1:** Répartition des individus enquêtés par *fokontany*

<i>Fokontany</i>	Agriculteurs	Commerçants	Salariés	Autres	Total
<i>Antananambony</i>	8	4	4	2	18
<i>Ampefiloha</i>	7	4	4	3	18
<i>Antokotanitsara</i>	8	4	3	3	18
<i>Ambanimaso</i>	8	4	3	2	18
<i>Ambodivona</i>	8	4	3	2	18
<i>Ankazotoho</i>	8	4	3	2	18
<i>Antandrokomby</i>	8	4	3	2	18
<b>TOTAL</b>	<b>55</b>	<b>28</b>	<b>23</b>	<b>18</b>	<b>124</b>

**Source :** Auteur, 2015

### 2.2.1.3. Phase d'analyse et traitement des informations

Les données collectées ont été transcrites dans une base de données arrangée et structurée. Ce qui a facilité le traitement des données à l'aide de logiciel XLStat et de Microsoft office Excel.

## 2.2.2. Démarche spécifique à chaque Hypothèse

### 2.2.2.1. Démarche spécifique à l'Hypothèse 1 : « *Le développement local de la Commune péri-urbaine d'Anosizato-Ouest a des grands facteurs de blocage* »

Le non développement, ou le sous développement, est un état où l'économie d'un pays ou d'une commune n'arrive pas à produire suffisamment pour subvenir à ses propres besoins et à ceux de sa population qui est majoritairement pauvre (c'est-à-dire vivant avec moins de 1 dollar par jour<sup>9</sup>) et sous-employée. La littérature économique est riche quant aux explications du sous-développement, et chaque approche se caractérise dans la façon dont elle identifie le fond du problème. On peut distinguer principalement trois grandes approches du sous-développement dans la littérature économique : la théorie de la dépendance, la théorie du retard, et l'approche « réaliste » du sous-développement. Et en plus, il y a aussi le facteur interne et le facteur externe de non développement. La prise en compte de la différence des

<sup>9</sup> Rapport de la Banque Mondiale, 2007

rôles et des considérations de la participation des citoyens dans la commune est fondamentale si le développement est considéré comme une recherche de la satisfaction des individus et une réponse à leurs priorités.

### **a. Variables**

Pour connaître la situation socio-économique de la population, variables utilisées sont tirées des questions touchant :

- l'état civil des individus enquêtés : âge, sexe, situation matrimoniale,...
- les niveaux d'éducation : illettré, primaire, secondaire,
- les activités génératrices de revenus assurées par les enquêtés : agriculture-élevage, commerce, artisanat, autres,
- l'adhésion aux organisations socio-économique,
- le niveau de connaissance au budget participative
- la participation au développement de la commune : touche les impôts, la cotisation sociale, et les travaux communautaires, ...

### **b. Traitement des données**

A partir du résultat d'enquête, un test statistique sur XLStat a été fait dans le but d'avoir les variables pertinentes pour la réalisation de la classification. Il s'agit d'un test de Similarité/Dissimilarité permettant de comprendre les corrélations entre les variables.

Puis, une fois les variables choisies, une Classification Ascendante Hiérarchique (CAH) a été réalisée par la méthode K-means et l'Analyse Factorielle Discriminante (AFD) pour avoir un aperçu général de la typologie. Enfin on utilise l'Analyse de Correspondances Multiples afin de représenter les variables dans un espace de dimension 2 (x, y) facilitant l'analyse.

Enfin, pour une meilleure compréhension des résultats obtenus, une analyse des classes formées a été effectuée. Les outils utilisés sont constitués des AFD du logiciel XLStat. Il s'agit ici de spécifier les caractéristiques de chaque classe de ménages suivant les activités qu'ils ont réalisées, l'identification des systèmes de production agricole, et les pratiques paysannes (sociale, économique, technique,...). Un tableau récapitulatif des caractéristiques de chaque classe en résulte et mettant en exergue les spéculations entreprises et les activités prioritaires pour les ménages.

**2.2.2.2. Démarche spécifique à l'Hypothèse 2 :** « *L'application du budget participatif peut résoudre les principales problèmes de développement local de la Commune péri-urbaine d'Anosizato-Ouest* ».

Le Budget Participatif (BP) se définit comme un processus par lequel les communautés participent au débat sur les politiques publiques et décident des ressources publiques disponibles ou alors sont associées aux décisions relatives à la démocratie locale et directe, volontaire et universelle<sup>10</sup>. On peut être compris comme la possibilité donnée à chaque individu, reconnu comme citoyen, de participer à la gestion des affaires de la communauté dans un destin commun. La communauté désigne ici la collectivité locale, la citoyenneté étant l'assumptions des droits et obligations politiques, économiques et sociaux. Le BP a comme cadres de participation: conseils élus, cadres de concertation communautaires, etc.

Pour atteindre le développement local à l'application du budget participatif, il faut noter que les analyses effectuées à ce niveau du processus, utiles à une prise de décision éclairée, courageuse et raisonnablement sincère, seront exploitées et éventuellement analysées plus finement dans l'étape d'organisation de la mise en œuvre du processus.

**a. Variables**

Pour vérifier l'hypothèse 2, les variables utilisées sont tirées des questions touchant :

- Les avantages directs de ménage (financière, technique, matériels) à la participation au processus du budget participatif ;
- Les avantages indirects des ménages à l'application du budget participatif ;
- Les contraintes personnelles (financière, technique, matériel) à la participation au processus BP ;
- Les problèmes constatés des ménages enquêtés à l'application du BP ;
- Les recommandations proposées pour améliorer l'application du BP.

**b. Traitement des données**

La démarche adoptée, comme outil de traitement employé est le tableur Excel de Windows, afin de faire la détection des facteurs de blocage de développement local à l'application du BP et la distribution chronologique de fréquences, les graphiques statistiques

---

<sup>10</sup>Urbitan de Souza, 72 questions

et d'aboutir à des paramètres de position, en appliquant la méthode Forces, Faiblesses, Opportunités et Menaces (FFOM) comme méthode d'analyse.

### **2.3. LIMITES DE L'ETUDE**

L'étude de l'application du budget participatif pour le développement local de la Commune péri-urbaine d'Anosizato Ouest est une tâche qui demande beaucoup de temps et de disponibilité en documents et/ou de rapports d'activité des organismes concernés. Le Plan Communal de Développement (PCD), comme données secondaires sur place dans la commune a été uniquement celui élaboré en année 2013. De plus, d'après les dires des autorités communales, il se peut que les données auprès de la Commune ne soient pas complètes.

L'analyse des différents facteurs de problèmes et des apports de l'application du budget participatif au développement de la commune pour les aider à améliorer leur qualité de vie suppose l'utilisation d'excellentes méthodes de calcul et surtout une collecte de données au moment opportun (exemple : une comparaison entre les revenus des ménages pendant la période de soudure et pendant les récoltes), ce qui n'est pas possible vu le temps imparti.

## 2.4. RECAPITULATION DE LA METHODOLOGIE

Le tableau suivant résume toutes les démarches entreprises au cours de la présente étude.

**Tableau 2:** Démarches de réalisation de l'étude

PHASES	ETAPES	DEMARCHES ENTREPRISES	RESULTATS OBTENUS
<b>Préparatoire</b>	Etape I	Bibliographie	Protocole de recherches
		Elaboration des supports d'enquête	Guide d'entretien et fiche d'enquête
	Etape II	Entretien avec les personnes ressources	Renseignements utiles sur la zone d'étude
		Pré-enquêtes	Identification des acteurs ciblés
		Echantillonnage	Evaluation de la fiche d'enquête
<b>Opérationnelle</b>	Collecte des données	<u>Spécifiques H1</u> : - Enquête ménages	Données socioéconomiques, niveau de connaissance et participation au BP sur les ménages.
		-Entretien avec les autorités locales (Maire, Chef Fokontany,) et les opérateurs économiques	Donnée sur les facteurs de blocage de développement local.
		<u>Spécifiques H2</u> :	Données relatives à l'application du BP
		-Etude des documents relatifs au BP de la commune ; -Entretien avec les responsables du FDL.	Données sur les forces, faiblesses, opportunités et menaces de l'application du Budget participatif, et le FDL avec ses partenaires.
<b>Analyse</b>	Traitement des données	<u>Spécifiques H1</u> :	Données sur la situation générale socioéconomiques de la population.
		-Traitement des données appropriées par la statistique descriptive, -Classification des variables à l'aide de l'AFD de XLStat.	Typologie des facteurs de blocage Socio-économique.
		<u>Spécifiques H2</u> :	-Données sur les processus d'application du BP ; -Classification des rôles des acteurs du Budget participatif
<b>Synthèse</b>		Rédaction	Soutenance de Mémoire

**Source :** Auteur, 2014

## 2.5. CHRONOGRAMME DES ACTIVITES

**Tableau 3** : Chronogramme de réalisation de l'étude

Taches	Durée (Jours)	Octobre 2014	Novembre 2014	Décembre 2014
Elaboration du protocole de recherche	12	XXXX		
Investigation bibliographique	55	XXXXXX	XXXXXXXXXX	XX
Planification de la descente sur terrain	05	XX		
Collecte des données sur terrain	25	XXX	XXXXX	
Traitement des données	10		XXX	
Analyse des données	07		XXX	
Rédaction	10		XX	XX
Première correction	05			XXX
Deuxième correction	06			XXX
Finalisation	10			XXXX
Présentation de la recherche	01			X

**Source** : Auteur, 2014

### **3. RESULTATS**

#### **3.1. Les grands facteurs de blocage au développement de la Commune péri-urbaine d'Anosizato-Ouest**

Ce premier résultat met en exergue la situation socio-économique de la Commune d'Anosizato-Ouest et les différents facteurs de blocage de développement local de la commune.

##### **3.1.1. La situation socio-économique de la population**

La situation socio-économique de la population d'Anosizato est divisée en trois classes bien distinctes, à savoir :

- La première classe des riches constituée par 13,5% des ménages enquêtés. Cette classe est aussi marquée par un niveau d'éducation moyen et/ou élevé (secondaire et universitaire). Une personne ou un ménage est classé riche quand il dispose des moyens matériels et financiers largement suffisants pour subvenir à leurs besoins quotidiens.

- Puis il y a la seconde classe composée de la Classe moyenne représentée par 38,8% des ménages enquêtés. Leur niveau d'éducation est soit élevé, moyen ou faible. Une personne ou ménage y est classée moyenne quand ledit ménage arrive à assurer le minimum vital. Il ne dispose que d'un peu d'épargne.

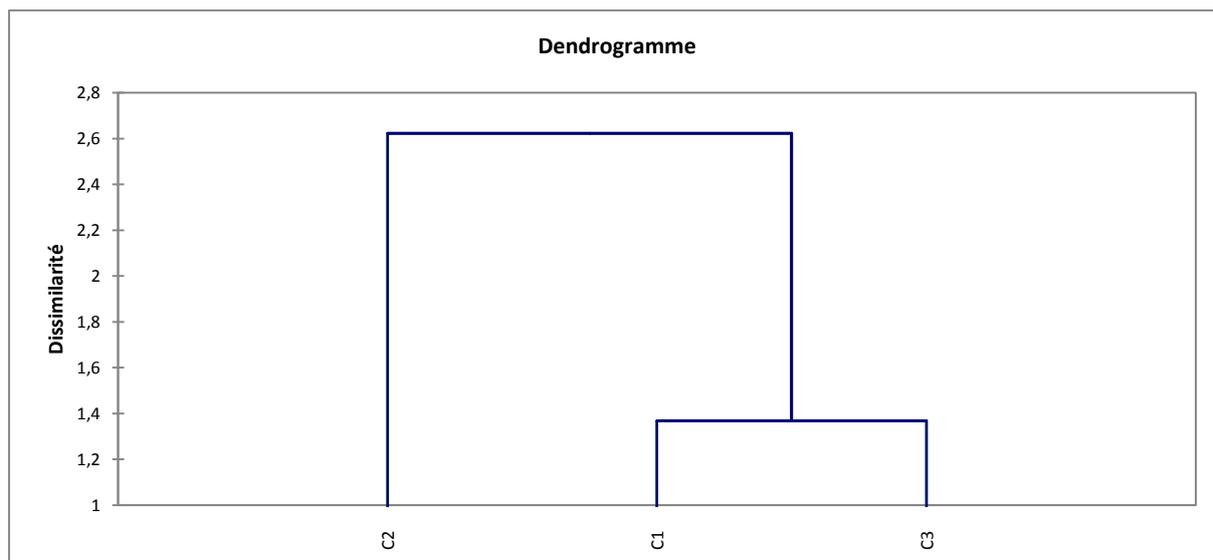
- La dernière classe qui est la plus dominante au sein de la population enquêtée est la classe des pauvres (c'est-à-dire vivant avec moins de 1 dollar par jour<sup>11</sup>) soit 47,6% des ménages. Dans cette dernière classe la majorité de la population a un faible niveau d'éducation (illettré et primaire).

##### **3.1.2. Résultats de la Classification Ascendante Hiérarchique (CAH)**

Cette analyse montre la situation socio-économique des ménages enquêtés en trois classes différentes : la classe pauvre qui est dominante, la classe moyenne et la classe riche. Cette classification a permis d'estimer le niveau de développement de la Commune d'Anosizato Ouest en général.

---

<sup>11</sup>Davezies L., 2000, « L'hétérogénéité locale des enjeux du développement local ».

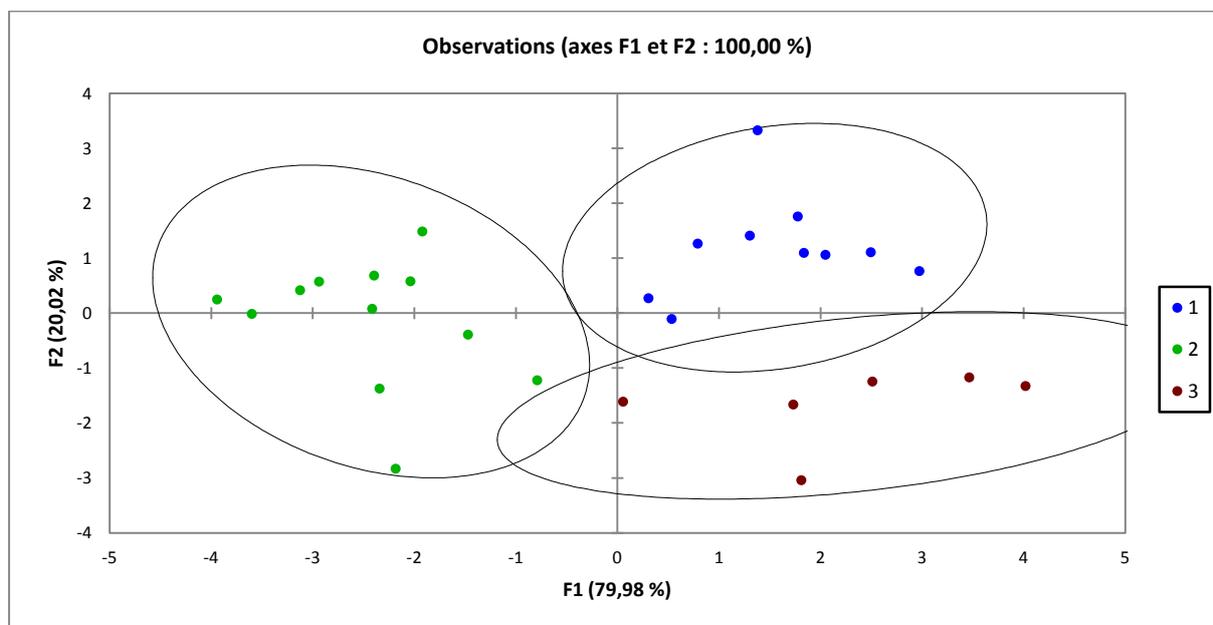


**Figure 1** : Dendrogramme des ménages enquêtés

**Source** : Auteur, 2014

### 3.1.3. Résultats de l'Analyse Factorielle Discriminante (AFD) des ménages enquêtés

L'AFD est lancée après l'analyse K-means, laquelle est effectuée à titre de vérification et de confirmation des résultats obtenus en CAH. L'analyse a abouti à la Figure 2 montrant l'existence de trois groupes bien distincts.



**Figure 2** : Profil des situations socio-économique des ménages

**Source** : Auteur, 2014

### 3.1.4. La petite surface et la pauvreté de la commune

#### 3.1.4.1. La petite superficie de la commune

La commune ne dispose que d'une petite surface de 1,7 km<sup>2</sup>. Elle est composée de 07 *fokontany* et 21 218 habitants<sup>12</sup>. L'étroite superficie de la commune limite l'implantation d'infrastructure pour le développement (exemple : écoles, CSB, lavoir public, Marché, terrain de sports et de loisir,...).

Dans la mesure où le premier facteur de production est la terre, l'insuffisance de la surface est un facteur de blocage majeur au développement. Il est donc difficile aux acteurs de développement (agriculteurs, entrepreneurs, ...) d'atteindre les objectifs de leurs activités ou d'avoir la rentabilité souhaitée.

#### 3.1.4.2. La pauvreté de la population

Les 47,6% des ménages enquêtés se trouvent dans la classe pauvre, avec leur niveau d'éducation bas, les 67,3% de cette couche de ménage se trouve en-dessous de la classe secondaire notamment en ce qui concerne le niveau d'éducation (rarement au-delà de la classe de terminale). Les 38,8% de ces ménages sont toutefois dans la classe moyenne (niveau de vie moyen).

**Tableau 4** : Situation socio-économique des ménages enquêtés

<i>FOKONTANY</i>	Ménage a revenu faible (RF)	Ménage a revenu faible par rapport au ménage enquêtés %	Ménage enquêtés (Me)	Ménages enquêtés par rapport à la population %	Population
<i>Antananambony</i>	7	38,8	18	0,55	3 249
<i>Ampefiloha</i>	11	61,1	18	0,67	2 739
<i>Antokotaniatsara</i>	9	50	18	0,43	4 102
<i>Ambanimaso</i>	9	50	18	0,62	2 868
<i>Ambodivona</i>	8	44,4	18	0,57	3 151
<i>Antandrokomby</i>	7	38,8	18	0,67	2 648
<i>Ankazotoho</i>	9	50	18	0,33	2 461
<b>TOTAL</b>	<b>60</b>	<b>47,6</b>	<b>126</b>	<b>0,59</b>	<b>21 218</b>

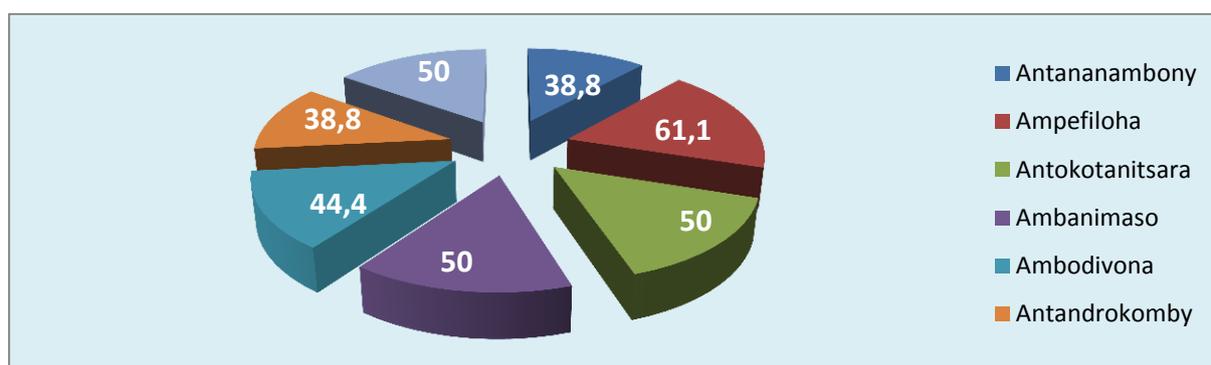
**Source** : Auteur, 2014

<sup>12</sup>Plan Communal de Développement de la Commune d'Anosizato-Ouest, année 2013

Cette couche de population pauvre pratique des activités temporaires à bas prix ou à faible revenu, comme l'agriculture de subsistance, les tireurs de pousse-pousse, les transporteurs des briques, les gardiens des magasins ou bâtiment, les aides des ménages ou la bonne. Ils peuvent gagner jusqu'à 5 000 Ariary par jours en moyenne. Mais, leurs dépenses, comme minimum vital (exemple la nourriture), s'élèvent à plus de 5 000 Ariary. Donc leurs revenus n'arrivent pas assurer leurs dépenses. Par conséquent, ils ont énormément de difficulté à faire face aux autres dépenses même si ces derniers sont importants pour le développement (investissement sanitaire). Le développement du capital humain est devenu négligeable à cause de l'insuffisance de moyen financier qui ne permet pas de réaliser normalement les domaines les plus élémentaires ayant les conséquences suivantes :

- Les trois sur quatre des enfants, de 6 à 23 ans, quittent l'école avant la classe de terminale (Soit 3016 /5617 des enfants<sup>13</sup>) ;
- Le faible taux de motivation de 50% de la population pour la consultation des centres de santé, sauf pour les maladies graves. Ils pratiquent l'auto-médicamentation ;
- La nourriture non seulement insuffisante quantitativement mais aussi sans apports de calories, de vitamine et de calcium nécessaire au besoin des être humains et ne suit pas la norme international 3,7 cal par jour par personne<sup>14</sup> ;
- Moindre dépense sur la formation et information pour le développement, comme l'achat de radio et de télévision, du journal, la consultation d'internet, puis la participation aux formations payantes.

La figure ci-dessous montre le pourcentage de la population pauvre par rapport aux ménages enquêtés par fokontany.



**Graph 1 :** Pourcentage des ménages pauvres enquêtés par fokontany

**Source :** Auteur, 2014

<sup>13</sup>Plan Communal de Développement de la Commune d'Anosizato Ouest, 2013

<sup>14</sup>Rapport de la FAO, sur l'insuffisance alimentaire

### 3.2. Les forces, faiblesse, opportunités et menace du budget participatif de la Commune

L'application du budget participatif dans la Commune d'Anosizato-Ouest a des forces, des faiblesses, des opportunités et des menaces, qu'on va détailler dans le tableau suivant :

**Tableau 5:** Forces, Faiblesses, Opportunités et Menaces (FFOM) du budget participatif

#### **FORCES**

- 35% des ménages enquêtés peuvent connaître et participer à la gestion de bien publics, et le processus du budget participatif ;
- Amélioration de niveau de connaissances des autorités locales en matière de gestion financière, de leadership, ..., offert par le FDL, (Plus de 5 types de formation annuelle, avec 5 représentants par *fokontany*), information d'après l'entretien avec l'adjoints au Maire et le 7 chef de *fokontany* ;
- Obtention de l'aide financière (19 700 Ar en 2011) et technique (Formations par ans) pour le développement de la commune ;
- Obtention des infrastructures (4 Salles de classe pour le Lycée du FKT Ambodivona, extension de CSB II du FKT Antandrokomby).

#### **FAIBLESSES**

- Exclusion de 65% de la population, la couche vulnérable (la plupart des pauvres, paysans et femmes), au circuit du budget participatif ;
- Difficulté de la population face a la compréhension du contrôle de gestion des autorités et l'existence d'asymétrie d'information au cours du processus du BP (insuffisance d'annonce et d'information à l'évolution du processus du BP) ;
- Formations annuelles uniquement pour les autorités locaux et non pour tout le monde (112 sur 126 ménages enquêtés ne sont pas bénéficiés aux formations) ;
- Les financements n'aident pas les ménages à l'augmentation de revenu (fonds d'activité, HIMO), mais sont destinés à l'amélioration des biens communautaire.

#### **OPPORTUNITES**

- Statut de la commune d'Anosizato ouest en tant que « péri-urbain », pas loin du siège à Anosy de FDL (distance de 3 km), facilité d'information, suivi et évaluation ;
- Motivation de la population à l'application du BP ;
- Dynamisme et compétence des autorités à l'accomplissement de leurs responsabilités.

#### **MENACES**

- Difficulté de la commune à la mise en place de l'infrastructure financée par le FDL à cause de petit surface (1,7 km<sup>2</sup> ) de la commune ;
- L'augmentation de couche vulnérable fait diminuer le participant au processus du BP ;
- L'insuffisance d'information risque l'augmentation de gaspillage des autorités qui détruit la motivation de citoyen.

**Source :** Auteur, 2014

### 3.2.1. Les forces et faiblesses du budget participatif

#### 3.2.1.1. Les forces du BP

L'application du budget participatif aide la commune bénéficiaire à améliorer leur développement local par le biais des financements pour les infrastructures et des diverses formations offertes par le FDL. En 2011, la commune d'Anosizato-Ouest a obtenu un Lycée de quatre salles. Les autorités locales (personnelles de la commune et celle des 7 *fokontany* : nommées FORA<sup>15</sup> *fokontany* et délégué communal) ont bénéficié aussi des renforcements de capacités en gestion administrative et financière, en leadership et management.

Grâce au bon partenariat entre la commune et le FDL, cette commune peut aussi regrouper les différents acteurs à chaque leur domaine, pour devenir une association légale, et responsabiliser chaque différent secteur d'activités existant dans la commune. Tous ces atouts facilitent l'accomplissement des activités de la commune, par exemple le prélèvement des cotisations sociales ou Impôts auprès des associations. Si la commune, par exemple, a besoin des briques, elle demandera tout simplement, au président de l'association des fabricants de briques, et l'association s'organise entre ses membres pour satisfaire les besoins de la commune (en cas de construction des infrastructures). L'informatisation des données et des informations de 7 *fokontany* est en cours de réalisation.

#### 3.2.1.2. Les faiblesses du BP

La marginalisation de ce groupe de population vulnérable mais majoritaire (65%), dont une grande partie de paysans et de femmes, au processus du budget participatif persiste encore. La masse paysanne est souvent celle qui subit les décisions du pouvoir et qui exécute, non par conviction, mais par craintes des éventuelles sanctions qui ne sont d'ailleurs pas souvent prises. Ce schéma est classique dans le milieu rural malgache, qu'il s'agisse de vulgarisation agricole ou de sensibilisation médicale. En effet, il est assez difficile pour une catégorie de personnes qui ne savent pas ou savent à peine lire et écrire de comprendre le mécanisme du BP. Elles ne reçoivent presque rien des avantages du budget participatif.

En outre, la difficulté rencontrée par le citoyen en matière de suivi, évaluation et contrôle de gestion des autorités existe. Les formations offertes par le FDL ne sont pas encore pour

---

<sup>15</sup>Le comité de FDL au niveau de Village (*Fokontany*)

tous, mais destinées spécialement pour les autorités locales. La participation des citoyens dans la gestion des affaires publiques est souvent limitée au suffrage direct. D'un côté et au cours de leur mandat, les élus acceptent de réaliser leurs promesses électorales mais ne veulent pas faire l'objet de contrôle du citoyen. De l'autre, les citoyens ne font qu'attendre la prochaine élection pour exprimer leur vote de satisfaction ou de déception quant aux services rendus, se contentant ainsi de donner leurs appréciations suivant un jugement d'arbitrage<sup>16</sup>.

Ainsi que l'insuffisance d'information au cours de processus du budget participatif favorise l'ignorance de couche vulnérable au circuit. Le problème du monde rural a toujours été son isolement et son ignorance. Ces quatre grands points échappent à l'efficacité des actions de la commune.

On constate alors que le niveau de connaissance et le taux de participation des ménages enquêtés au processus du BP est très faible par rapport au nombre des enquêtés, qu'on va montrer par le tableau et suivante :

**Tableau 6** : Le taux de participation des ménages enquêtés au processus du BP

<i>Fokontany</i>	Ménages enquêtés	Ménage connaît le BP	Taux de participation au processus BP (en% )	Ménages participés au processus BP
<i>Antananambony</i>	18	7	11,1	2
<i>Ampefiloha</i>	18	9	16,6	3
<i>Antokotanitsara</i>	18	6	5,1	1
<i>Ambanimaso</i>	18	4	11,1	2
<i>Ambodivona</i>	18	8	11,1	2
<i>Antandrokomby</i>	18	7	11,1	2
<i>Ankazotoho</i>	18	5	11,1	2
<b>TOTAL</b>	<b>126</b>	<b>46</b>	<b>7,9</b>	<b>14</b>

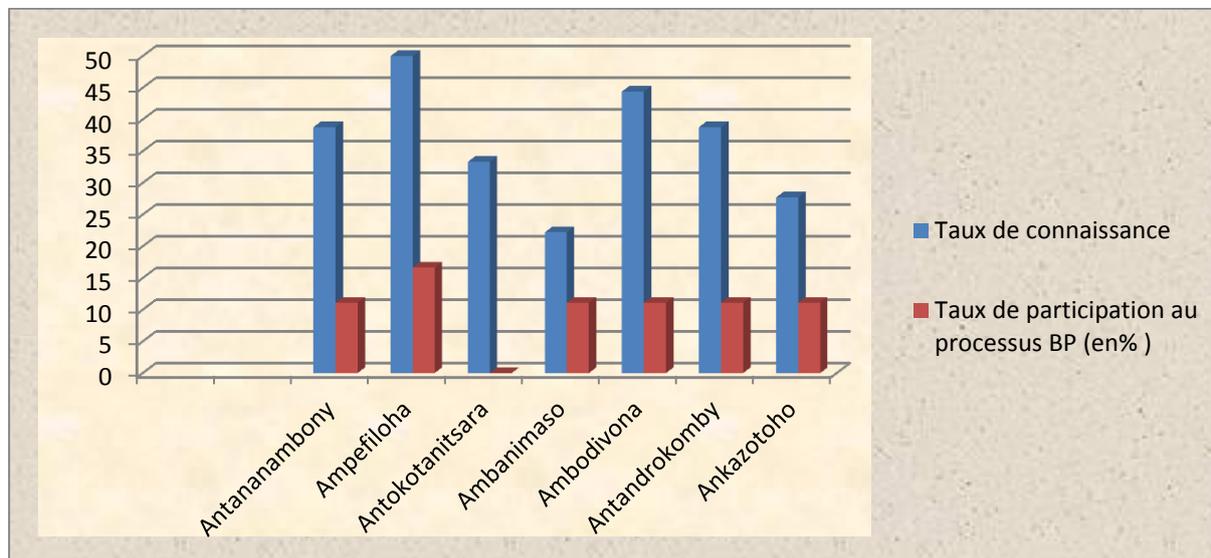
**Source** : Auteur, 2014

D'une manière générale, la majorité de la population ne peut pas intervenir librement et facilement aux activités et aux gestions des services publics effectués par les autorités. La participation des communautés au débat sur les politiques publiques et la décision concernant

<sup>16</sup>Non responsabilité de la victoire ou de la défaite de l'équipe

les ressources publiques disponibles ainsi que la participation aux décisions relatives à la démocratie locale et directe, volontaire et universelle ne sont pas respectées.

Ainsi, l'histogramme suivant nous montre le taux de connaissance et le taux de participation de la population au processus du budget participatif par fokontany :



**Graph 2 :** Taux de connaissance et de participation des ménages au BP, par *fokontany*

**Source :** Auteur, 2014

### 3.2.2. Les opportunités et menaces du budget participatif de la commune

#### 3.2.2.1. Les opportunités du BP

L'application du budget participatif à la commune est marquée par la volonté politique des élus d'accomplir leurs responsabilités au processus du BP. En suite, ils font des efforts d'engagement pour impliquer les citoyens dans leur ensemble à l'élaboration du budget communal. Pour ce fait, les autorités se doivent de sensibiliser et de solliciter toute la communauté pour adhérer au processus, il est ainsi important d'effectuer une analyse concernant la façon dont les différents acteurs influent au sein de la commune (politiciens, opérateurs économiques, STD, associations, autres) et comment ils pourraient se positionner par rapport à l'initiative du budget participatif et se doter pour cela d'une cartographie des acteurs, facilitant ainsi le pilotage des actions de développement.

On constate ainsi, l'initiative très remarquable des citoyens à l'application du Budget Participatif pour le développement local. Ils sont conscients que la participation des tous les acteurs à la prise de décision du budget communal est l'une de bonnes voies de sortie au non-développement de la commune.

La position de la Commune d'Anosizato-Ouest en tant que « péri-urbain », pas loin du siège à Anosy de FDL (distance de 3 km), facilite quand même l'information, le suivi et l'évaluation effectués par le FDL concernant les activités et le respect des processus du BP. Le tableau suivant détermine la responsabilité de chaque acteur à l'accomplissement du budget participatif de la commune.

**Tableau 7** : Les acteurs du BP et leurs responsabilités

<b>Les acteurs du BP</b>	<b>Responsabilités</b>
<i>Le Maire</i>	Diriger le BP
<i>Le Conseil Communal</i>	Délibérer les décisions concernant le BP
<i>Les facilitateurs</i>	Former des fora
<i>Le fore au niveau du Fokontany (Autorités et/ou représentant de la population au niveau du Fokontany)</i>	Analyser les documents et outils de référence disponibles et participer à la priorisation des projets proposés avec l'appui du facilitateur et des spécialistes sectoriels.
<i>Les Délégués BP</i>	Déterminer les critères de priorisation des projets
<i>Les spécialistes sectoriels</i>	Renforcer techniquement le délégué BP
<i>Le secrétaire trésorier comptable (STC)</i>	Consolider le budget des projets avec le Maire
<i>Les acteurs locaux (citoyens)</i>	Participer aux réunions publiques, aux travaux communautaires et à la réalisation de BP
<i>Les partenaires</i>	Renforcer la capacité de la commune, financièrement, matériellement et techniquement
<i>Les entreprises</i>	Assurer la réalisation des travaux de construction
<i>Le bureau d'étude (BE)</i>	Assurer l'analyse des documents et outils de référence disponibles

**Source** : Auteurs, 2014

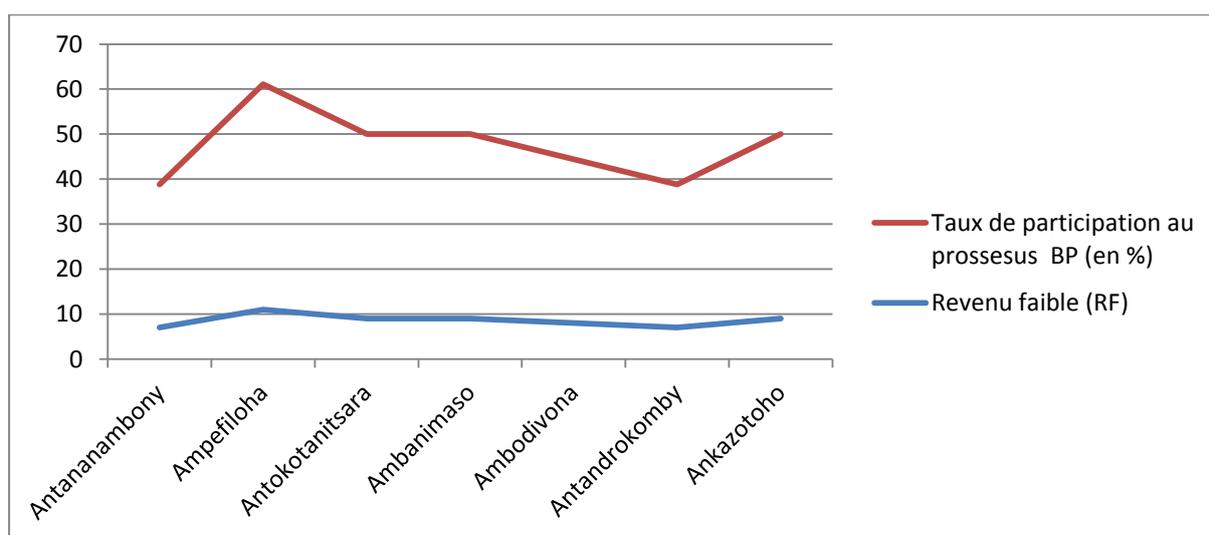
### 3.2.2.2. Les menaces du BP

Les menaces de l'application du budget participatif à la Commune d'Anosizato-Ouest se composent des trois points suivants :

- Le premier point est la difficulté de la commune à la mise en place d'infrastructure financée par le FDL, à cause de la surface de la commune très étroite. La commune ne dispose que de 1,7 km<sup>2</sup> et les parties libres de la surface sont presque des propriétés privées. Pour le moment, la commune peut s'arranger avec le propriétaire du terrain pour l'intérêt commun. Mais, tôt ou tard, face au problème foncier qui s'aggrave de plus en plus, même s'il y a des financements pour des infrastructures, la commune n'a pas de terrain disponible pour l'implantation. Ce point est déjà l'un de grands facteurs de blocage au développement de la commune.

- Le deuxième point de menace de l'application du BP est l'augmentation de couche vulnérable qui fait diminuer le nombre de participants au processus du BP. Ce groupe de population (47,6% des ménages enquêtés) a des différentes contraintes à la participation au processus du budget participatif.

- La troisième contrainte est l'insuffisance d'information qui risque d'augmenter le gaspillage et porter atteinte à la motivation des citoyens. La courbe suivante explique la relation interdépendance entre la situation socio économique d'un ménage et sa motivation pour participer au processus du budget participatif.



**Graph 3** : La situation socio économique de ménage et la participation au BP

**Source** : Auteur, 2014

## **4. DISCUSSION ET RECOMMANDATION**

### **4.1. DISCUSSIONS**

#### **4.1.1. La situation socio-économiques de la Commune d'Anosizato-Ouest**

Les problèmes socio-économiques de la commune constituent l'insuffisance de la surface de la commune, le faible niveau de vie et de l'éducation de la population. Le premier problème est difficile à résoudre, car la superficie ne peut être modifiée qu'à partir d'augmentation de délimitation de la commune, mais cette situation est difficile à réaliser.

Le deuxième facteur de blocage du développement local est la pauvreté de la population qui. Mais, le développement socio-économique demande le développement de connaissance, un certain niveau d'éducation. Puis, l'amélioration de connaissance a besoin des moyens financier, technique et matériel, c'est-à-dire le développement est destiné à celui qui a de possibilité de répondre tout les conditions nécessaires de développement.

L'économiste Regnar NURSKE a bien exprimé cette idée en 1953 avec sa célèbre formule « un pays est pauvre parce qu'il est pauvre ». Les pays (ou communes) sous-développés, en raison de la faiblesse de la demande interne liée aux faibles revenus, sont dans l'incapacité de lancer des projets d'investissement rentables et capables de déclencher le processus de développement. Du côté de l'offre, la faible capacité d'épargne résulte du bas niveau de revenu réel qui lui-même reflète la faible productivité qui résulte, à son tour, du manque de capital, un manque de capital qui lui-même est le résultat de la faible capacité d'épargne.

##### **4.1.1.1. Le cercle vicieux de la pauvreté**

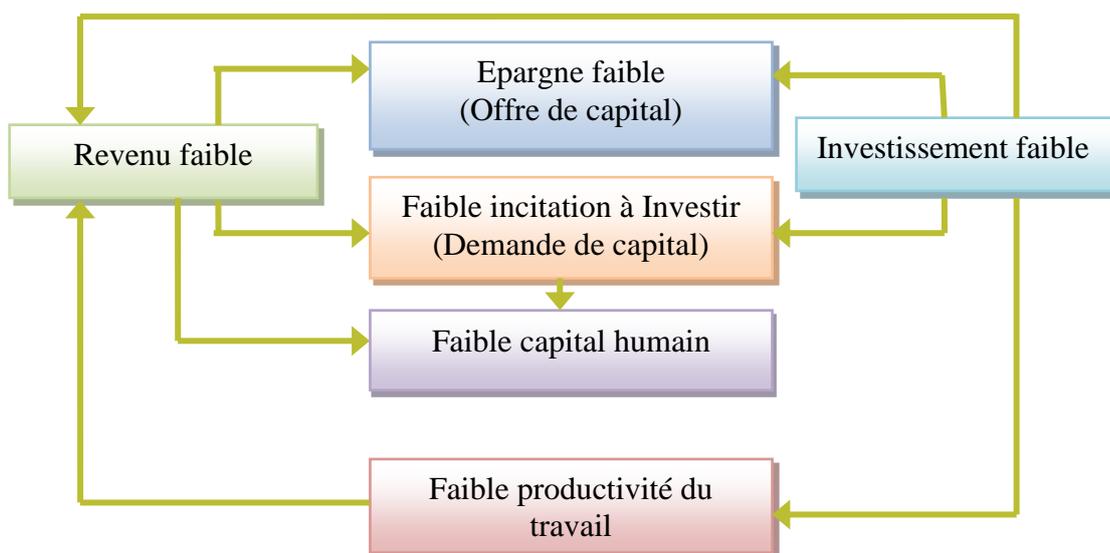
L'insuffisance de l'épargne baisse le niveau d'investissement, ce dernier étant découragé par ailleurs par la faiblesse de la demande. Ces variables se présentent ainsi :

- La pauvreté se traduit par la faiblesse de revenus, donc une épargne réduite qui ne permet pas l'accumulation du capital et donc la productivité reste basse, les revenus demeurent faibles...
- Les revenus faibles se traduisent par la malnutrition, la productivité reste faible et les revenus également ...
- Les revenus faibles engendrent une demande solvable limitée, ce qui constitue une incitation à investir réduite par manque de débouchés, d'où la faiblesse des

investissements qui se traduisent par une productivité réduites donc des revenus faibles...

- La faiblesse du revenu national (communal) entraîne la faiblesse des dépenses d'éducation et de formation donc de la productivité et aussi du revenu national...<sup>17</sup>

Ainsi, chaque facteur apparait lié au précédent par un rapport de causalité directe : la faiblesse de l'épargne est dictée par le faible niveau de revenu.... C'est donc un cercle vicieux de la pauvreté, qui produit une chaîne de cercles vicieux : « les faibles revenus maintiennent la majorité de la population dans un état de malnutrition, sa productivité au travail reste donc faible, son revenu également ; la faiblesse du revenu national entraîne une faiblesse des dépenses d'éducation donc de formation de la main d'œuvre, donc des gains de productivité et donc de revenus (NURKSE, 1991). La figure suivante montre un peu plus claire le cercle vicieux de la pauvreté.



**Figure-3** : Les cercles vicieux de NURKSE

**Source** : Auteur, 2014

<sup>17</sup>Montalieu, T. « l'économiste du Développement », Regnar NURSKE

#### **4.1.1.2.L'importance de l'éducation au développement**

Les 67,3% de la population pauvre sont classés au niveau d'éducation faible. Or, l'éducation apporte beaucoup d'avantages pour le développement, non seulement pour la personne bien éduquée mais aussi pour son environnement, et son pays. Les paragraphes suivants montrent les avantages spécifiques de l'éducation et ses atouts face au marché du travail, puis les influences positives des personnes avec un niveau d'instruction élevé sur son environnement, et l'impact de l'éducation sur la croissance.

##### **a. Externalités de l'éducation sur l'environnement immédiat**

L'éducation d'un individu peut exercer une influence sur le comportement d'autres individus ou plus généralement sur l'environnement de cet individu. En d'autres termes, l'éducation est génératrice d'externalités car la personne éduquée est l'émettrice et les autres individus les bénéficiaires<sup>18</sup>.

Nous pouvons distinguer trois sphères d'influence. La première sphère est évidemment la famille. L'éducation du père ou de la mère par exemple, rejaillit sur la cellule familiale et particulièrement sur les enfants, leurs études et plus généralement leurs activités et leurs comportements. On constate que l'éducation des parents peut jouer en tant que facteur de production de leurs domestiques et en particulier dans l'éducation concrète de leurs enfants. Ici il s'agit plus d'un effet d'atmosphère. Autrement dit, il n'est pas nécessaire que les parents s'impliquent concrètement dans l'éducation de leurs enfants, leurs seules présences et comportements suffisent à engendrer cet effet bénéfique.

La seconde sphère est la communauté amicale. Dans la mesure où l'éducation favorise la convivialité, elle exerce aussi des effets d'atmosphère comparables aux effets familiaux. La fréquentation d'amis à haut niveau éducatif et culturel enrichit les individus.

La troisième sphère est le milieu de travail. Il est assez vraisemblable que le niveau d'éducation d'un individu rejaillit sur ses collègues qui profitent gratuitement de son savoir – faire, de ses conseils, de son sens de l'organisation : Ils peuvent en retirer une meilleure efficacité, éventuellement des revenus plus élevés.

---

<sup>18</sup> DELORS Jacques : L'éducation- Un trésor est caché dedans, Éditions Odile Jacob, Paris 1996, 311 pages

## **b. Externalités de l'éducation sur l'environnement collectif**

Les effets à ce niveau sont évidemment plus diffus et résultent d'une somme de comportements individuels. C'est plutôt l'effet du niveau d'éducation moyen de la population qui est en jeu. Dans cette perspective, et en reprenant la même démarche que précédemment, on peut au moins, citer quatre sphères d'influence<sup>19</sup> :

### ➤ Sphère politique :

Il est en général admis qu'un niveau d'éducation élevé favorise la démocratie et le développement des procédures de choix liées à ce régime. On peut aussi supposer que la stabilité politique et institutionnelle en sera favorisée.

### ➤ Sphère sociale :

À un niveau très général, on estime que l'éducation est un facteur de cohésion sociale, augmentant la solidarité. Il en résulte un développement des institutions sociales comme la sécurité sociale, les systèmes d'allocations (chômage, logement, familiale), le système judiciaire et, bien entendu, le système éducatif lui – même.

### ➤ Sphère culturelle :

L'éducation est un élément favorable et nécessaire au développement des institutions et des activités culturelles. Ces activités culturelles ont besoin du public, même si elles sont généralement largement subventionnées.

### ➤ Sphère économique :

L'éducation favorise globalement le fonctionnement des marchés : Elle favorise le fonctionnement du marché des biens dans la mesure où le consommateur éduqué a un comportement de recherche d'information maximum et efficace. Elle favorise le fonctionnement du marché des capitaux, pour la même raison mais aussi parce que les risques de défaillance des emprunteurs y seront sans doute atténués. Elle favorise également le

---

<sup>19</sup>CAILLODS Française : Les perspectives de la planification de l'éducation, Éditions UNESCO, Paris 1989, 354 pages

fonctionnement du marché du travail. Car le niveau d'éducation a une influence notable sur la mobilité, l'adaptabilité et l'information des offreurs de travail.

#### **4.1.2. Les forces, faiblesses, opportunité et menaces du processus du budgétaire participatif.**

##### **4.1.2.1. Les forces et faiblesses du budget participatif**

Normalement, l'application du budget participatif de la commune d'Anosizato-Ouest doit suivre les processus budgétaire participatif qui sont conformes aux orientations du Ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Décentralisation et dans le cadre de la mise en œuvre du Fonds de Développement local (FDL), un atelier de validation des outils harmonisés du processus BP s'est tenu le 15 OCTOBRE 2011 à Antananarivo, à l'issue duquel est sorti le présent guide harmonisé de conduite du processus BP<sup>20</sup>.

Le manuel donne des informations sur les différentes étapes du processus BP. IL sert de guide et de conseil aux facilitateurs mobilisés dans l'accompagnement des collectivités territoriales engagées dans le processus au niveau des communes.

##### *➤ Phase de préparation*

En pratique la phase de préparation devrait démarrer dès le mois de mai, c'est-à-dire bien avant le processus d'élaboration du budget primitif de l'année suivante. Elle comporte trois étapes :

- Manifestation de la volonté politique,
- Préparation de la conduite du PBP,
- Lancement officiel du processus et campagne d'information et de sensibilisation au niveau de la commune

A l'issue de cette phase :

- La décision de mettre en œuvre le processus budgétaire participatif est prise ;
- Les stratégies pour la mise en œuvre du processus sont élaborées ;
- Le processus est lancé officiellement.

---

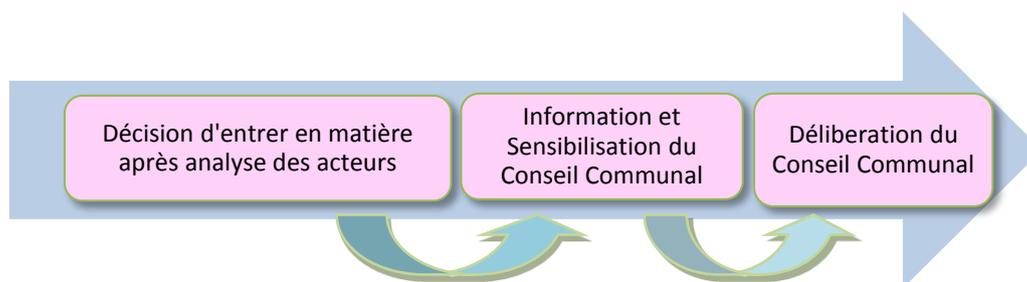
<sup>20</sup>Guide du facilitateur à l'intention BP, FDL, 2011

### ✓ **Manifestation de la volonté politique**

Le Maire est le premier responsable de la préparation du budget. Il est appelé à manifester sa volonté d'adopter le BP. Il fait preuve d'un engagement à impliquer les citoyens dans leurs ensembles dans l'élaboration du budget communal. Pour ce faire, le Maire se doit sensibiliser et solliciter toutes la communauté pour adhérer au processus.

Il faut noter que les analyses effectuées à ce niveau du processus, utiles à une prise de décision éclairée, courageuses et raisonnablement sincère<sup>21</sup>, seront exploitées et éventuellement analysées plus finement dans l'étape d'organisation de la mise en œuvre du processus.

Ainsi, la manifestation de la volonté politique se décline comme suit :



**Figure 4** : Les sous étapes de la manifestation de la volonté politique

**Source** : Auteur, 2014

#### **a. Décision d'entrer en matière après analyse des acteurs**

Le Maire doit défendre de façon convaincante devant son équipe sa proposition de s'engager avec elle dans le processus de budget participatif

#### **b. Information et Sensibilisation du Conseil Communal**

Le Conseil communal est l'organe délibératif de la Commune ; il lui incombe d'organiser au préalable une séance d'information/sensibilisation à l'intention des membres pour l'initiative du Maire d'adopter un budget participatif.

#### **c. Délibération du Conseil Communal**

L'intérêt porté au projet d'un Budget Participatif du Maire doit passer par une séance de délibération du Conseil communal pour être conforme aux lois et texte régissant les CTD.

<sup>21</sup>MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA DECENTRALISATION, Manuel 1 : GUIDE- BUDGET PARTICIPATIF, 2011

### ✓ *Préparation de la conduite du PBP*

C'est une partie cruciale de la mise en œuvre du processus car son aboutissement en dépend entièrement. En effet, la réussite de la mise en œuvre repose sur une bonne organisation préalable. On y distingue trois actions bien précises :



**Figure 5** : Les actions à entreprendre pour la préparation de la conduite du PBP

**Source** : Auteur, 2014

#### **4.1.2.2. Opportunités et menace du budget participatif**

L'efficacité de l'application du budget participatif demande l'exploitation au maximum possible de l'opportunité de la commune, en renforçant la capacité des tous les acteurs du BP par la formation pluridisciplinaire. Pour éviter la manifestation des menaces, l'anticipation de solution est obligatoire par la réorientation point par point le processus du budget participatif.

##### **a. Elaboration de la stratégie de mise en œuvre du BP**

L'élaboration de la stratégie de mise en œuvre du processus signifie, en pratique, la mise en place au préalable des conditions nécessaire pouvant faciliter l'élaboration proprement dite du budget participatif elle permet de planifier dans le temps la succession des activités à réaliser et réunir les moyens humains et financiers pour leur réalisation.

##### **b. Mobilisation des facilitateurs**

La commune décide de mobiliser des facilitateurs externes si elle a trouvé les partenaires pour son financement, ou qu'elle opte former des facilitateurs locaux. Il faut définir au préalable le cahier de charges de ces facilitateurs afin de garantir le bon déroulement du processus.

### c. Campagne d'information et de sensibilisation et lancement officiel

Le lancement officiel, comme son nom l'indique le démarrage du processus doit être prononcé publiquement<sup>22</sup>.

#### ➤ *Phase d'élaboration*

La phase d'élaboration est au centre de la mise en œuvre du processus budgétaire participatif. Elle comporte des quelques étapes pour aboutir à la consolidation du budget primitif de l'année suivante. Cette phase devait débiter au plus tard au mois d'octobre de l'année en cours.

Ainsi, dans la phase d'élaboration du budget participatif, on distingue les étapes suivantes :

- Les Fora au niveau des *Fokontany*,
- Le forum de délégués,
- Le forum communal,
- La validation du budget,

Pendant cette phase, il faudrait introduire l'implication des STD (Service Technique Déconcentré), en tant que techniciens sectoriels suivant les projets identifiés aux séances de concentration autant que possible pendant les réunions des délégués pour apporter des clarifications sur les éléments techniques de décision de priorisation.

- La phase d'élaboration,
- Les préoccupations à la base sont discutées et priorisées ;
- Les projets prioritaires sont identifiés et une estimation de leur cout et durée de mise en œuvre est disponible ;
- Les priorités négociées sont inscrit dans le budget de l'année suivante.

#### ● **Les Fora au niveau des *Fokontany***

Les « Fora » sont des consultations directes de la base pour l'élaboration du budget participatif. Dans l'hypothèse où les préparations nécessaires à l'origine de Fora sont préalablement effectuées de la précédente.

---

<sup>22</sup>MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA DECENTRALISATION, Manuel 1 : GUIDE-BUDGET PARTICIPATIF, 2011

- **Le forum de délégués**

Tous les *fokontany* de la commune ont leur ordre de priorité. Il s'agit à présent de définir les priorités inter-*fokontany* et les priorités pour la commune en prenant en compte le montant du budget alloué au BP proclamé officiellement lors du lancement.

La détermination préalable de critères de priorisation aide les délégués dans la prise de décision rationnelle sur la répartition équitable des ressources (Type des projets, localisation des projets,...).

La participation/contribution de spécialistes sectoriels aux différentes rencontres permet d'avoir des experts sur les coûts, la durée et la faisabilité technique des projets et actions priorisées, leurs avis constituent un input important pour la priorisation.

- ***Le forum communal***

Le forum communal est l'espace de concertation entre les citoyens et le BE (Bureau d'exécution). Il s'agit d'une rencontre entre les délégués BP et les membres du bureau exécutif dirigé par le Maire. Ainsi, les résultats issus des différentes concertations au niveau des Fokontany et de l'inter-Fokontany y sont restitués.

Le porte-parole des délégués restitue les résultats des concertations locales. Puis, les deux parties échangent sur les priorités communales et décident des projets d'investissement à inscrire dans la proposition de budget. Les apports des spécialistes sectoriels y sont à nouveau très importants pour un choix judicieux des projets à retenir.

Avant de clôturer la séance, un Comité BP est mis en place pour suivre la réalisation des projets identifiés

- ***Phase de mise en œuvre***

Le budget communal doit être opérationnel dès le début de l'année budgétaire, soit au mois de janvier. Selon le principe de l'annualité du budget, le budget est prévu pour une année d'exercice. Sa réalisation (y compris les rubriques relatives au PBP) doit en principe s'opérer durant l'année<sup>23</sup>.

Lorsque le budget primitif est finalisé et ayant rempli toutes les formalités requises, la commune passe à la mise en œuvre des travaux. Ainsi, la phase de mise en œuvre s'étale sur

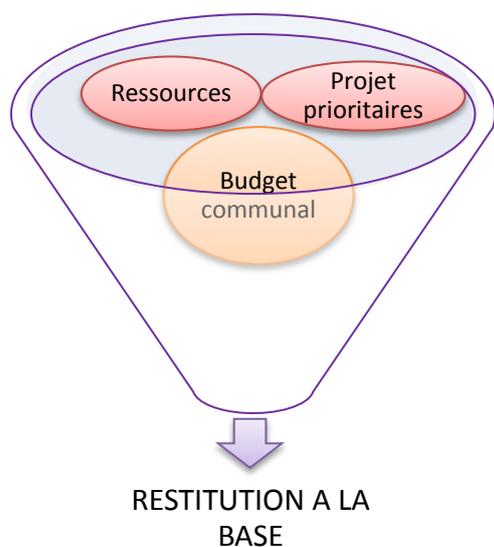
---

<sup>23</sup>Mamadou Mansour DIAGNE Coordonnateur Programme Budget Participatif Sénégal ENDA Tiers Monde /ECOPO Pmansourdiagne@enda.sn, consulté le 20 Octobre 2014.

toute l'année budgétaire. Il s'agit de l'exécution proprement dite des travaux relatifs aux projets prioritaires retenus dans le BP,

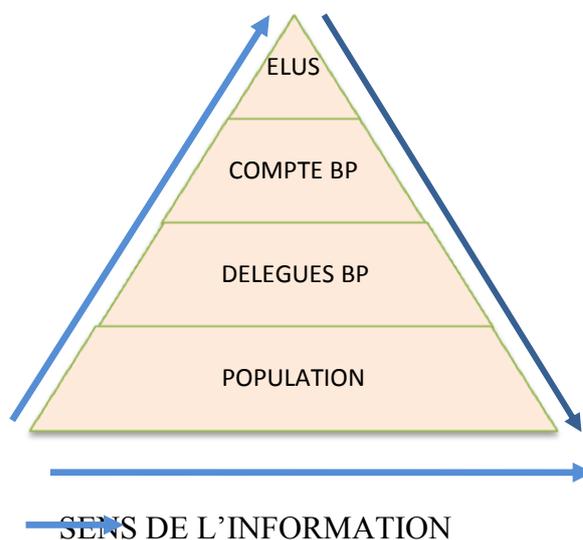
Cependant, il faut noter que certaines idées émises lors des Fora n'aboutissent pas forcément à un projet. En effet, les préoccupations locales les plus importants concernent souvent l'amélioration des services publics, qui est une des attributions fondamentales de la commune en tant que CTD.

Différentes thématiques publiques doivent être organisées autour de ces préoccupations (la sécurité rurale, le genre, le chômage des jeunes...).



**Figure 6 :** Redevabilité sociale

**Source :** Auteur, 2014



**Figure 7 :** Sens d'information

**Source :** Auteur, 2014

### ➤ Phase d'évaluation

Contrairement aux activités de suivi qui s'étaient sur toute l'année, l'évaluation se fait à mi-parcours et à la fin du processus. Mais les deux peuvent être effectuées de manière participative, l'ensemble des acteurs communaux peuvent participer à la phase de réalisation.

Les objectifs d'évaluation sont :

- D'abord, il s'agit de voir si le processus a atteint ses objectifs de départ ou pas : est-il efficace ? si oui, en quoi ? si non, pourquoi ?
- Ensuite, voir quel est l'impact du projet en termes de changement sur la vie de la communauté ? positif ou négatif ?

## **4.2. RECOMMANDATION**

### **4.2.1. L'amélioration de la situation socio-économique de la population**

En général, la situation économique de la Commune d'Anosizato-Ouest est marquée par le cercle vicieux de non développement local de la commune et de la pauvreté de la population, causée essentiellement par le faible niveau d'éducation de la plus part de citoyen, puis, l'insuffisance de la création d'emploi.

Comme recommandation de ce problème, il faut chercher le moyen d'augmenter ce niveau faible d'éducation de la population, et ensuite d'encourager la création d'emploi pour atteindre le développement local de cette commune.

### **4.2.2. L'augmentation de niveau d'éducation de la population**

On sait qu'un homme éduqué peut assumer les différentes responsabilités dans le foyer, dans la communauté, dans la société et dans son pays. L'éducation a toujours des externalités à la fois sur l'environnement immédiat et l'environnement global de la personne. Elle favorise alors l'harmonie sociale et la solidarité entre les hommes. Et nous savons qu'un tel environnement est indispensable au vrai développement humain, pour raison de stabilité politique et sociale. Les rôles de l'éducation prennent également une place très importante sur le plan macroéconomique en termes de croissance et développement économique.

Généralement, l'éducation contribue activement dans la mise en place des grands équilibres macro-économiques du pays, comme l'équité sur la répartition de revenu. Ce travail de recherche nous permet d'assimiler les relations mutuelles entre l'éducation et l'emploi. Et nous avons montré que ces deux systèmes doivent s'accorder, si on veut remédier les problèmes qui se posent dans ces domaines. Les dysfonctionnements dans les relations formation emploi provoquent toujours le problème de chômage et une perturbation sur le marché du travail.

Pour éviter les problèmes, il faut veiller sur la conformité des formations fournies aux besoins du marché de l'emploi. Lorsque le système éducatif offre des formations qui ne répondent pas aux qualités exigées par le secteur d'activité, il va produire de diplômés inemployables ou aigris, sources d'instabilité sociale et politique. Et il est indéniable que les diplômés inemployables devront augmenter le nombre des chômeurs et aggraver la situation du chômage. Alors, il faut appliquer, ce que le BIT appelle système d'éducation orienté vers

la demande. Cela veut dire qu'avant de mettre en place un système de formation, la planification de l'éducation, doit faire des recherches même si celles-ci sont loin d'être sérieusement fiables sur la demande de main d'œuvre. Ces études devront focaliser et analyser à la fois la quantité de main d'œuvre nécessaire et les qualifications exigées

### **4.2.3. Appréciation de la création d'emploi**

L'évolution du système de formation doit suivre donc le développement du marché du travail. En revanche, on ne peut pas oublier que l'instabilité du marché de l'emploi influe aussi sur le fonctionnement du système éducatif. On ne peut pas imputer uniquement à l'éducation les causes des problèmes sur le marché du travail. En effet, on constate que quel que soient les efforts accomplis par le système éducatif, lorsque la création d'emploi n'est pas suffisante, du point de vue structurel, le problème de chômage continue à persister. C'est pourquoi nous avons déclaré qu'il y a une relation étroite et des conséquences mutuelles entre ces deux domaines. La résolution du problème nécessite donc une gestion parallèle efficace de ces deux systèmes, surtout dans l'économie réelle.

En outre l'interdépendance entre les dynamiseurs de l'économie ne se limite pas entre l'emploi et l'éducation. Il faut examiner également les relations entre éducation et santé, emploi et nutrition et les autres systèmes dans le domaine de l'économie. La bonne marche de l'économie demande un développement simultané de tout le système, afin de réaliser un développement local et plus soutenu ou durable.

### **4.2.4. Implication au maximum de participant du budget participatif**

#### **4.2.4.1. Principe actif du BP pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale**

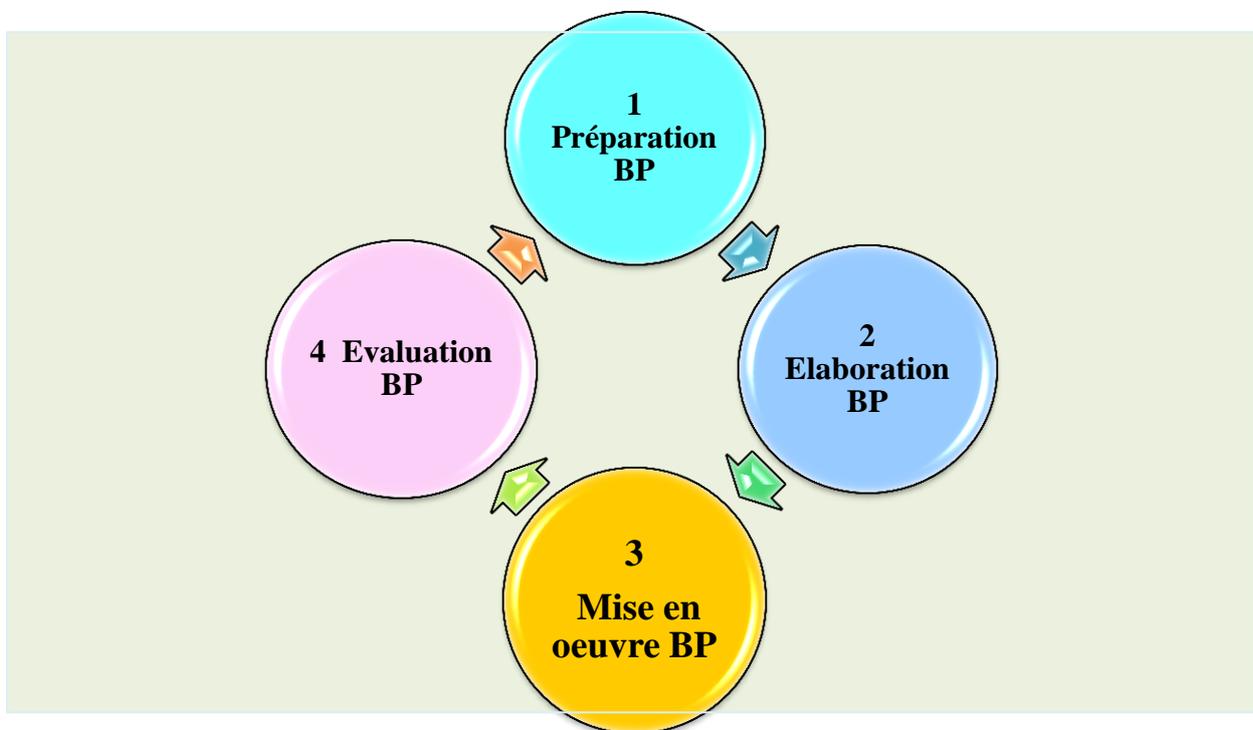
La lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale par le BP demande des actions comme la participation des différents acteurs à toutes les étapes de processus décisionnelle (du diagnostic au suivi-évaluation). Pour rendre efficace les actions, on pense à l'orientation des ressources locales vers la satisfaction des besoins essentiels des populations, investissement productifs, priorisation des interventions et suivi-évaluation des actions. Ainsi que les transparences de processus est inévitable par la circulation des informations, obligation de rendre compte à l'utilisation des ressources publiques. Puis l'inclusion et égalitaire entre les citoyens (expression et prise en compte des besoins des groupes souvent vulnérable). La

solidarité est aussi un point essentiel par la formulation des intérêts individuels et identification des intérêts collectifs. L'application de la transversalité dans le processus de BP permet une articulation entre les différentes échelles territoriales (quartier, Fokontany, commune).

Les mesures à prendre pour l'intégration au maximum de la population sont les suivantes :

- Utilisation de différent et plusieurs types d'information qui correspond au niveau intellectuelle de la population, comme le tam-tam par mégaphone, affichages sur le lieu le plus populaire ;
- Renforcement de la mobilisation social au niveau fokontany en matière du processus budgétaire par la formation et information périodique, (exemple une fois par trimestre), par secteur d'activité (Agriculteur, transporteur, commerçant,...) ;
- Facilitation de l'accès à l'intervention de la population au suivi, évaluation et contrôle de gestion du processus du BP effectué par les autorités ;

Les activités des acteurs envers la réalisation du budget participatif forment un cycle, pendant une année. La figure suivante montre le cycle des quatre phases :



**Figure 8** : Cycle du Budget Participatif

**Source** : Auteur, 2014

#### **4.2.4.2. L'application du budget participatif pour le développement local**

Pour atteindre l'objectif du développement local, la gouvernance locale territoriale économique et sociale est incontournable d'être plus efficace qui exige au moins la réalisation le renforcement des capacités et formation des acteurs locaux. L'effectivité d'une population d'inclusion des groupes vulnérables en termes de droit et participation au processus du budget participatif. La capitalisation des expériences pour corrigés les imperfections. Le partage des expériences pour apprendre les un des autres et s'enrichir mutuellement. Approfondissement de transfert des compétences. Adoption et adaptation de politique locale de l'emploi dont la relation direct des impôts et des ressources budgétaires locales. L'assainissement de l'environnement économiquement local. L'institutionnalisation du Budget Participatif.

## CONCLUSION

Le développement local par l'application du budget participatif met en exergue la capacité, les rôles et les ressources ainsi que les contraintes de la population de la commune en tant qu'acteurs vis-à-vis de son environnement. Le but de cette étude est de proposer une solution à la Commune d'Anosizato-Ouest pouvant générer des impacts positifs sur la situation socio-économique de la population grâce à l'application de ce processus qui est de rééquilibrer les rapports entre les personnes afin que la participation citoyenne au processus du budget participatif ait un rôle majeur dans la définition et les modes de satisfaction des besoins de la population en tenant compte du diagnostic de leur situation, de l'évaluation de leurs priorités de la planification et mise en œuvre des activités de développement. A la lumière des résultats, la limite de la participation des citoyens dans la gestion des affaires publiques causées par le faible niveau de vie et d'éducation de la population, la volonté des élus, de ne pas faire l'objet de contrôle citoyen, et en plus la petite surface de la Commune (1,7 km<sup>2</sup>), freinent le développement de la commune. Aussi, comme élément de réponse à cette problématique, les populations locales ont recours les problèmes de développement de la Commune. De ce fait, la première hypothèse « *Le développement local de la Commune péri-urbaine d' Anosizato-Ouest a des facteurs majeurs de blocages* » est vérifiée. Par ailleurs, une des principales raisons à l'origine de la précarité de la situation des ménages est le fait que les facteurs de pauvreté perçus par les acteurs diffèrent. Cela conduit à des actions de développement qui correspondent aux attentes et aux besoins réels des populations locales. Ensuite, la deuxième hypothèse qui avance que « *L'application du budget participatif peut résoudre les principales problèmes de développement local de la commune péri-urbaine d'Anosizato ouest* » est aussi vérifiée. Enfin, la participation de la population au processus du budget participatif dans la commune est identifiée. L'étude de l'application du budget participatif assurant un développement local de cette commune a permis elle aussi, de résoudre ledit problème de développement.

Pour terminer, la participation sans discrimination de la population avec le respect du processus du budget participatif est un bon chemin qui mènera vers le développement local de la commune.

## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

### 1. BIBLIOGRAPHIE

- ABDELBAKI, 2008, « La décentralisation », pp.180-182.
- AUER P., 2002, « La Reprise de l'Emploi en Europe. L'exemple de l'Autriche, Danemark, Irlande, et le Pays Bas ». BIT 2002, 149 p.
- BEAURAIN C., 2003, « Economie et développement durable dans la production territoriale : l'exemple de Dunkerque », Ministère de la Recherche, 340 p.
- BIT., « Rapport sur l'Emploi dans le monde », 2007-2008, 215 p.
- CAILLODS F., 1989, « Les perspectives de la planification de l'éducation, Éditions UNESCO », 354 p.
- COLLETIS G., J.P., 1999, « Construction territoriale et dynamiques économiques », Sciences de la Société, Octobre, 215 p.
- DAVEZIES L., 2000, « L'hétérogénéité locale des enjeux du développement local », 97 p.
- DELORS J., 1996, « L'éducation- Un trésor est caché dedans », Éditions Odile Jacob, 311p.
- Finances et développement, juin 2005, « Cultiver les esprits l'éducation au service du développement », 129 p.
- GAUDIN P., 2002, « Pourquoi la gouvernance ? », Presses de Sciences Politiques, 57 p.
- GURGAND M., 2005, « Économie de l'éducation », Éditions la Découvert, 105 p.
- HALLAK J., « Investir dans l'avenir », Définir les priorités de l'éducation dans le monde de développement. Edition UNESCO Paris 1990, 345 p.

- INSTAT Enquête 1-2-3 l'emploi, le chômage et les conditions d'activité dans l'agglomération d'Antananarivo, juillet 2009, 45 p.
- MERENNE, 1996, « Concepts du développement local », 22 p.
- MERLE P., 2009, « La démocratisation de l'enseignement », Éditions la Découverte Paris 2009, 110 p.
- PSACHAROPOULOS G., 1988, « L'éducation pour le développement », Éditions Économica, Paris 1988, 343 p.
- MARTINE Q., 2005, « Mathématicien Américain, Statistique inductive », 170 p.
- MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE (Madagascar). Répertoire de la formation professionnelle et technique. Octobre 2004, 38 p.
- MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEURE., Annuaire statistique 2007-2008, 17 p.
- MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA DECENTRALISATION, Manuel 1 : GUIDE- BUDGET PARTICIPATIF, 2011, 64 p.
- RAPPORT Banque Mondial, sur la pauvreté mondial, 2007, 25 p.
- RAPPORT FAO, sur l'insuffisance alimentaire, 2013, 45 p.
- RAPPORT du Secrétariat général des Nations Unies sur le développement durable, la coopération économique internationale dans le développement, septembre 1995, 55 p.
- RAPPORT du Programme de Nations Unies pour le Développement (PNUD), 2007, 22 p
- REGNAR N., 1953, « Economiste de développement : La pauvreté », 206 p.

- REUNION, accueillie par le Comité des Régions européennes en Bruxelles, le 23 Novembre 2010, 23 p.
- URBITAN S., 2013, « 72 questions : La démocratie locale et directe », 46 p.

## **2. WEBOGRAPHIE**

- CIRAD, Sécurité foncière et aménagement du territoire (SFAT), 2011, Projet Interreg III, document paru dans <http://www.cirad.mg/fr/anx/sfat.php> , consulté le 20 Octobre 2014.
- HOLTLAND G., 2001, Les méthodologie d'analyse et de planification du développement régional, Wageningen, [[http:// www.fao/participation/french website/content/linked pages/MARP.doc](http://www.fao/participation/french_website/content/linked_pages/MARP.doc)] , consulté le 12 Novembre 2014.
- ENDA Tiers Monde /ECOPO Pmansourdiagne@enda.sn, consulté le 20 Octobre 2014 <http://fr.wikipedia.org/wiki/Madagascar>, consulté le 16 Novembre 2014.

<b>LISTE DES ANNEXES</b>	<b>Pages</b>
<b>ANNEXE-1: LES SUPPORTS DE COLLECTE DE DONNEES .....</b>	<b>2</b>
<b>ANNEXE-2: LA FICHE D'ENQUETE POUR LA POPULATION CIBLE.....</b>	<b>5</b>
<b>ANNEXE 3: BASE DES DONNEES DE MENAGES ENQUETES.....</b>	<b>8</b>
<b>ANNEXE-4: CAH.....</b>	<b>11</b>
<b>ANNEXE-5: K-means.....</b>	<b>14</b>
<b>ANNEXE-6: AFD.....</b>	<b>17</b>
<b>ANNEXE-7: REPARTITION DE LA POPULATION PAR FOKONTANY.....</b>	<b>23</b>
<b>ANNEXE-8: REPARTITION PAR TRANCHE D'AGE ET SEXE DE LA POPULATION.....</b>	<b>24</b>
<b>ANNEXE-9: RENSEIGNEMENT D'ORDRE SOCIAL.....</b>	<b>25</b>
<b>ANNEXE-10: LISTE DES ASSOCIATIONS, ONG et ENTREPRISES OPERANTS DANS LA COMMUNE.....</b>	<b>27</b>
<b>ANNEXE-11: PROJETS DE DEVELOPPEMENT.....</b>	<b>28</b>

## **ANNEXE I- LES SUPPORTS DE COLLECTE DE DONNEES**

### **LE GUIDE D'ENTRETIEN**

Ce guide d'entretien est pour consulter les idées des personnes ressources institutionnelles, administratives et traditionnelles centrales et locales, à savoir :

#### ***I - Les activités génératrices de revenu et la vie courante de la population.***

1- Quels sont les principales activités génératrices de revenu de la population de votre commune ?

Combien par chaque secteur d'activité (à quantifier en pourcentage si possible) ?, les :

- Agriculteurs :
- Commerçants :
- Prestataires de service :
- Transporteurs :
- fonctionnaires:
- salariés :
- Locataires de logement, terrain, voiture... :
- Entrepreneur :
- Autres :

2- - Comment se présente l'aspect genre: qu'en est-il des femmes en ce qui concerne les activités ? Idem pour les Vieux et les Jeunes? (à quantifier en pourcentage si possible)

3- Quelles sont les fréquents problèmes rencontrés par la population dans l'accomplissement de leurs travaux, et dans la vie courante ?, sur le plan :

- Sociale (exemple : discrimination de catégorie sociale et/ou aspect genre, ethnie, ...):
- Economique, (exemple : pouvoir d'achat et moyen financier ou matériels, comme fonds de démarrage des activités) :
- Educatifs et/ou niveau de connaissance:
- Sécurité :
- Autres :

4- Comment évaluez-vous le niveau de vie de la population, en générale ?

- Riche :
- Moyenne :
- Pauvre :

5- Quels sont les facteurs de blocages de développement de votre commune ?

6- Quels sont votre actions proposer, comme solution ?

- **Concernant le budget participatif et le développement local**

1- Qu'est ce que le budget participatif, d'après vous ?

- Définition :
- Objectifs :
- Processus :
- Pratiques :
- Pour quels raison vous décide d'appliqué cet approche :
- Avantage de l'application du BP :
- Problèmes rencontrés, lors de l'application :
- Solutions envisagés :

2- Est-ce que l'application du BP peut répondre au problème de votre développement local ?

Si oui, pourquoi ?

Si non, qu'est-ce qu'on fait ?

3- Quelle qualification pouvez-vous classer le niveau de connaissance et la motivation de la participation citoyenne au développement local, par exemple : travaux communautaires, paiement des impôts et/ou cotisation sociale... (réponse en pourcentage, si possible) ?

- Motivé :
- Moyen :
- Médiocre :

4- Est-ce que toutes les populations connaissent très bien ce qu'on attend par le BP ?

- Si oui, données quelques preuves :
- Si non, pourquoi ?

5- Est-ce que tous les couches sociales sont représentés, lors des débats et/ou de prise des décisions pour la réalisation des processus du budget participatif ?

- Si oui, combien et qui ?
- Si non, pourquoi ?

6- Remarques particulières sur l'application du BP et le partenariat avec le FDL.

7- Perspectives pour favoriser l'efficacité du BP en vue d'attendre une bonne gouvernance locale-

8- Recommandations et suggestions sur l'application du BP pour le développement local.

**ANNEXE-II : LA FICHE D'ENQUETE POUR LA POPULATION CIBLE**

**Entretien n°:** \_\_\_\_\_ **Date:** \_\_\_\_\_ **Nom** \_\_\_\_\_ **du** \_\_\_\_\_ **village:** \_\_\_\_\_  
 \_\_\_\_\_ / \_\_\_\_\_

**Identification de l'interviewé (e)**

Nom et prénoms: \_\_\_\_\_ Age : \_\_\_\_\_ Sexe : M  F

Origine : Migrant  Autochtone  Ethnie : \_\_\_\_\_

Statut dans le ménage : Père  Mère  Enfant  Statut matrimonial : Célibataire  Marié

**Nombre total des enfants :** \_\_\_\_\_ **Nombre d'enfants scolarisés :** \_\_\_\_\_

Niveau d'instruction : Analphabète  Primaire  Collège  Lycée  Baccalauréat

**Caractéristiques du ménage**

**Êtes-vous propriétaire de terrain(s) ?** Oui  Non

Si oui : détail sur les terrains :

**LES ACTIVITES****1. Activités principales**

Agriculture	élevage	artisanat	charbon
Transport	administration	commerce	ouvrier
Service			

**2. Activités secondaires**

Agriculture	élevage	artisanat	charbon
Transport	administration	commerce	ouvrier
Service	autres (ex : tireur de pouss-pouss ou sarety)		

**3. Autres revenus monétaires (en Ariary par mois)**

- Salaires et honoraires :
- Revenus de location :
- Autres (à préciser) :

**4. Problèmes rencontrés dans la réalisation des activités (numéroter de 1 à 5)**

Foncier :

Argent :

Semence :

Technique :

Genre :

**5. Solutions envisagées**

.....

**6. Problèmes rencontrés dans la vie en général**

.....

*Solutions*

*envisagées.....*

...

***SUR L'APPLICATION DU BUDGET PARTICIPATIF***

**7. Le niveau de connaissance concernant le Budget Participatif**

D'après vous, quel est

le BP ?.....

***Qui sont les acteurs du***

BP ?.....

Quels sont les objectifs de l'application du

BP ?.....

**8. Le taux de participation aux activités communautaires**

Nombre de participation aux travaux de haute intensité de main d'œuvre (HI MO) /ans :.....

Participation aux cotisation sociales ou Impôts

.....

**9. Les problèmes rencontrés à l'application du BP**

Hésitation des citoyen à la participation au budget participatif, vu le niveau de vie et la classe sociale

.....

.....

.....

**10. Les mesures à prendre pour rendre efficace l'application du BP**

***Renforcement de sensibilisation de la population sur l'importance de l'application d u BP***

.....

.....

***SUR LES PROJETS***

**11. Informations sur les projets de développement local : oui non**

Lesquels : marché, école, bureau commune, eau potable, pavillon de vente miel et rary

*Domaines d'activités : château d'eau*

**12. Etes-vous bénéficiaire des activités des Organismes de Développement ?**    oui

non

Lesquels :

Domaines d'activités :

**13. Etes-vous membre d'une association ou organisation paysanne ?**    oui    non

*Laquelle : Sans organisation paysanne*

Domaines d'activités :

Pourquoi ?.....  
.....  
.....

**ANNEXE III** : Base de données collecté auprès des ménages enquêtés**Codification** : **Id** : Identité ; **Sex** : Sexe, **nb** : Nombre de famille, **ill** : Illettré,**prm** : Primaire, **Sec+** : Secondaire et plus, **AgrE** : Agriculture et Elevage,**Come** : Commerce, **Art** : Artisanat, **Aut** : Autres, **Accf** : Accès au foncier,**Con BP** : Connaissance en budget participatif, **Part BP** : Participé au processus debudget participatif.**Tableau 8** : Base de données collecté auprès des ménages enquêtés

<b>Id</b>	<b>sex</b>	<b>chffm</b>	<b>nbf</b>	<b>ill</b>	<b>prm</b>	<b>sec+</b>	<b>AgrE</b>	<b>Come</b>	<b>Art</b>	<b>Aut</b>	<b>accf</b>	<b>con BP</b>	<b>part BP</b>
1	0	1	9	3	5	1	1	1	1	1	1	1	1
2	1	0	4	1	1	2	1	0	1	0	1	1	1
3	1	0	6	2	2	4	1	1	1	0	1	1	1
4	0	1	4	2	1	1	1	1	1	1	1	1	0
5	0	0	0	0	0	1	1	1	1	0	1	1	0
6	0	0	0	0	1	0	1	1	0	0	1	0	0
7	1	0	5	1	2	3	1	1	1	0	1	0	1
8	1	0	7	0	2	3	1	0	1	1	1	0	1
9	1	0	5	0	0	5	1	1	1	1	1	1	1
10	0	1	3	0	1	2	1	1	1	0	1	1	1
11	0	1	6	1	2	3	1	1	1	1	1	1	1
12	1	0	7	1	3	3	1	1	1	1	1	1	1
13	0	0	5	2	3	0	1	1	1	1	1	1	0
14	0	1	5	1	2	2	1	0	1	1	1	0	1
15	1	0	4	1	2	1	1	0	1	0	1	0	0
16	0	1	11	1	3	3	1	1	1	1	1	1	0
17	0	1	6	0	2	4	1	1	1	1	1	1	1
18	1	0	5	1	3	1	1	0	1	1	1	1	0
19	0	1	7	1	4	2	1	1	1	1	1	1	1
20	0	1	7	2	3	2	1	1	1	1	1	1	1
21	0	1	4	1	1	2	1	1	1	1	1	1	1
22	0	1	9	2	2	2	1	1	1	1	1	0	1
23	1	0	5	2	2	1	1	1	1	1	1	1	0
24	1	0	3	1	2	0	1	0	1	0	1	1	1
25	0	0	3	2	1	0	1	1	0	0	1	1	0
26	0	1	5	1	2	2	1	0	1	0	0	1	0
27	0	1	5	1	2	2	1	1	0	0	1	1	1
28	0	1	8	1	3	3	1	0	1	1	1	0	1
29	0	1	10	0	4	3	1	1	1	1	1	1	1
30	1	0	3	1	3	0	1	0	1	0	1	1	0
31	0	1	4	1	2	1	1	0	1	1	1	0	0
32	0	1	5	1	3	1	1	0	1	0	1	1	1
33	0	1	7	1	3	3	1	0	0	1	0	1	1
34	0	1	6	1	3	2	1	1	1	0	0	1	1
35	0	1	6	1	2	3	1	0	0	1	1	0	1
36	0	1	5	1	2	3	1	1	0	1	1	0	1

37	1	0	4	1	2	1	1	1	0	1	1	1	1
38	0	1	9	2	4	3	1	1	1	1	1	1	1
39	0	1	8	1	3	4	1	0	1	1	1	1	0
40	0	1	4	1	2	1	1	0	1	1	1	1	1
41	0	1	7	1	3	3	1	0	1	1	1	1	1
42	0	1	5	0	2	3	1	0	0	1	1	0	1
43	0	0	2	0	0	2	0	1	1	0	0	1	1
44	0	1	5	0	1	4	1	0	1	1	1	0	1
45	1	0	3	1	2	0	1	1	0	0	1	0	1
46	0	1	4	1	2	1	1	0	0	1	1	0	1
47	0	1	6	1	3	2	1	0	1	1	1	1	1
48	0	1	5	0	4	1	1	1	0	0	1	1	1
49	0	1	9	0	5	1	1	1	0	1	1	1	1
50	0	0	3	1	2	0	1	1	0	0	1	0	1
51	1	0	4	1	2	1	1	0	1	0	1	1	1
52	1	0	3	1	2	0	1	1	1	0	1	0	1
53	0	1	10	1	4	5	1	1	1	1	1	1	1
54	1	0	2	0	2	0	1	0	1	1	1	1	1
55	1	0	4	1	2	1	1	0	0	0	1	0	1
56	0	1	6	1	3	2	1	0	1	0	1	1	1
57	0	1	4	1	2	1	0	0	1	0	1	1	1
58	0	1	8	1	3	4	1	0	0	1	1	1	1
59	0	1	7	1	5	1	1	0	1	1	1	0	1
60	0	1	5	1	2	2	1	1	0	1	1	0	1
61	0	1	4	1	2	1	0	1	0	0	1	1	0
62	0	1	6	1	3	3	0	1	0	0	1	1	1
63	1	0	5	2	2	1	1	0	1	0	1	1	1
64	0	1	7	2	2	3	1	0	1	1	1	1	1
65	0	1	5	1	3	1	0	0	1	1	1	1	0
66	0	1	3	1	1	1	1	1	0	0	1	1	0
67	0	1	6	1	3	2	0	1	0	1	1	0	0
68	0	1	5	0	2	3	1	1	1	1	1	1	0
69	1	0	4	1	2	1	0	1	1	0	1	1	0
70	0	1	10	2	5	3	1	1	1	1	1	1	0
71	0	1	11	3	4	4	1	0	1	0	1	1	0
72	0	1	5	2	1	2	1	1	0	0	1	0	0
73	0	0	3	1	2	0	0	1	1	0	1	0	0
74	0	1	6	0	3	3	1	1	1	0	1	1	0
75	0	1	7	1	2	4	1	0	0	1	1	1	1
76	0	1	6	0	3	3	1	0	1	1	1	1	1
77	0	1	5	1	2	2	1	1	0	0	1	1	1
78	0	0	1	0	1	0	0	1	1	0	0	1	1
79	1	0	3	1	2	0	1	0	1	0	1	0	0
80	0	1	8	1	4	3	1	0	1	1	1	0	1
81	0	1	8	1	2	5	1	1	0	1	1	1	0
82	0	1	6	2	3	1	1	1	1	1	1	0	1
83	0	1	5	2	2	1	1	0	1	1	1	1	1
84	0	0	2	0	1	1	1	1	1	0	1	0	1

85	1	0	4	2	1	1	1	0	1	0	1	0	1
86	0	1	7	1	3	3	1	0	0	1	1	1	0
87	0	1	5	2	1	2	1	0	0	1	1	1	0
88	1	0	4	1	2	1	1	1	1	0	1	0	1
89	0	1	7	1	3	3	1	0	1	1	1	0	1
90	0	1	5	1	3	1	1	0	0	1	1	1	0
91	0	1	6	0	2	4	1	0	1	1	1	0	0
92	0	0	3	0	1	2	1	0	0	0	1	0	0
93	0	1	9	2	3	4	1	0	0	1	1	0	0
94	0	1	7	1	1	5	1	0	0	1	1	0	0
95	0	0	1	0	0	1	0	0	0	0	1	0	0
96	1	0	5	1	2	2	1	0	0	0	1	1	0
97	0	1	6	0	3	3	1	0	0	1	1	0	1
98	0	0	4	0	2	2	0	1	1	0	1	1	1
99	0	1	8	2	2	4	1	0	1	1	1	1	1
100	0	1	9	3	3	3	1	1	0	1	1	1	0
101	0	1	5	2	1	2	1	0	1	1	1	0	1
102	0	1	7	2	2	3	1	1	0	0	1	0	0
103	1	0	5	3	1	1	1	0	1	0	1	0	0
104	1	0	2	1	1	0	1	0	1	0	1	0	0
105	0	1	3	0	1	2	0	0	1	1	1	0	0
106	0	1	5	0	0	5	1	1	0	1	1	1	0
107	0	1	6	0	3	3	1	0	0	1	1	0	1
108	0	1	4	1	2	1	1	1	0	0	1	0	0
109	0	1	9	0	4	5	1	0	0	1	1	1	1
110	0	1	5	1	3	1	0	1	1	1	0	1	1
111	0	1	3	1	0	2	0	1	0	1	0	1	1
112	1	0	4	2	1	2	1	0	1	0	1	0	0
113	0	1	6	2	3	1	0	0	0	1	0	0	1
114	0	1	3	0	1	2	0	1	0	1	0	1	1
115	0	0	1	0	0	1	0	0	1	0	0	0	1
116	0	1	8	2	3	3	1	1	1	1	1	1	1
117	0	1	3	1	0	2	1	1	0	1	1	0	0
118	0	1	6	3	2	1	1	0	0	1	1	0	0
119	0	1	6	2	2	2	1	0	0	1	1	1	0
120	0	1	5	1	0	4	1	0	0	1	1	0	0
121	1	0	5	2	1	2	1	0	0	0	1	0	0
122	0	1	8	2	2	4	1	0	0	0	1	1	0
123	0	1	7	0	3	4	1	0	0	0	1	0	1
124	0	1	4	1	2	1	1	0	0	1	1	0	0
125	0	1	7	3	2	2	1	0	0	1	1	0	0
126	1	0	2	2	0	0	1	0	0	0	1	0	1

## ANNEXE- IV: CAH

XLSTAT 2008.6.03 - Classification Ascendante Hiérarchique (CAH) - le 06/06/2014 à 13:31:31

Tableau observations/variables : Classeur = Classeur1 / Feuille = Feuill1 / Plage = Feuill1!\$B\$2:\$E\$30 / 28 lignes et 4 colonnes

Regrouper les lignes

Dissimilarité : Distance euclidienne

Méthode d'agrégation : Méthode de Ward

Centrer : Non

Réduire : Non

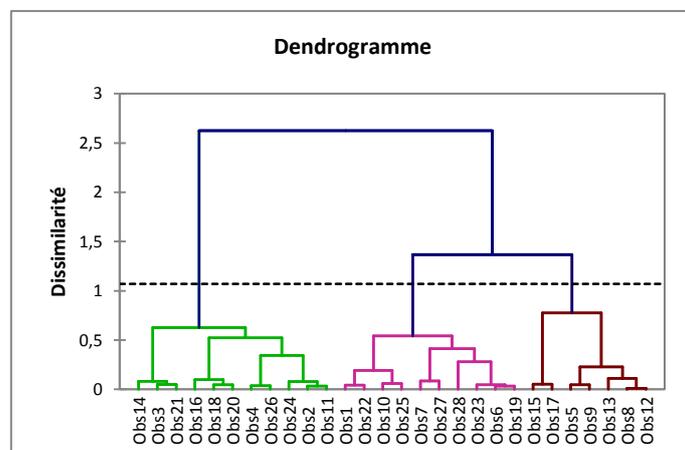
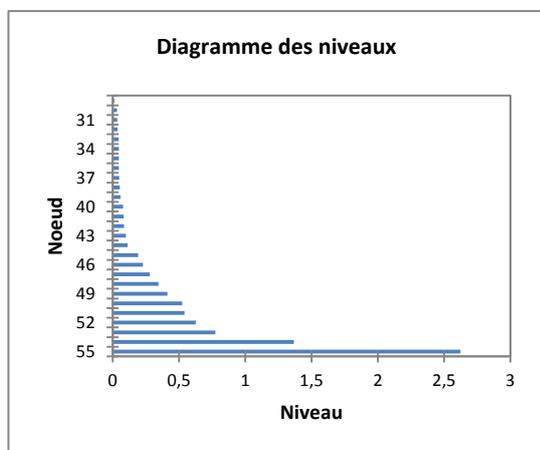
Troncature : Automatique

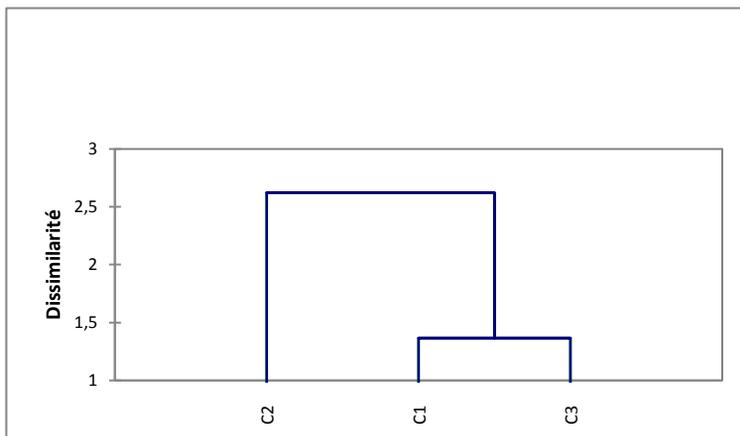
Statistiques simples :

Variable	Observations	Obs. avec manquantes	données	Obs. sans manquantes	données	Minimum	Maximum	Moyenne	Ecart-type
A	28	0		28		0,017	0,995	0,499	0,303
B	28	0		28		0,114	0,988	0,454	0,259
C	28	0		28		0,036	0,973	0,504	0,256
D	28	0		28		0,008	0,996	0,519	0,320

Statistiques des noeuds :

Noeud	Niveau	Poids	Objets	Fils	
				gauche	Fils droit
55	2,624	28	28	52	54
54	1,367	17	17	53	51
53	0,774	7	7	46	38
52	0,627	11	11	41	50
51	0,541	10	10	45	49
50	0,524	8	8	43	48
49	0,412	6	6	42	47
48	0,344	5	5	40	32
47	0,279	4	4	34	28
46	0,229	5	5	36	44
45	0,193	4	4	33	39
44	0,113	3	3	29	13
43	0,099	3	3	16	35
42	0,085	2	2	7	27
41	0,084	3	3	14	37
40	0,079	3	3	31	24
39	0,060	2	2	10	25
38	0,053	2	2	15	17
37	0,050	2	2	3	21
36	0,048	2	2	5	9
35	0,048	2	2	18	20
34	0,046	3	3	30	23
33	0,045	2	2	1	22
32	0,036	2	2	4	26
31	0,034	2	2	2	11
30	0,033	2	2	6	19
29	0,013	2	2	8	12





Décomposition de la variance pour la classification optimale :

Intra-classe	0,194
Inter-classes	0,133
Totale	0,327

Barycentres des classes :

Classe	A	B	C	D
1	0,805	0,389	0,404	0,702
2	0,314	0,451	0,461	0,190
3	0,353	0,551	0,714	0,776

Distances entre les barycentres des classes :

	1	2	3
1	0	0,714	0,576
2	0,714	0	0,648
3	0,576	0,648	0

Objets centraux :

Classe	A	B	C	D
1 (Obs6)	0,920	0,508	0,459	0,746
2 (Obs4)	0,173	0,345	0,364	0,307
3 (Obs5)	0,294	0,554	0,787	0,663

Distances entre les objets centraux :

	1 (Obs6)	2 (Obs4)	3 (Obs5)
1 (Obs6)	0	0,887	0,713
2 (Obs4)	0,887	0	0,603
3 (Obs5)	0,713	0,603	0

Résultats par classe :

Classe	1	2	3
Objets	10	11	7
Somme des poids	10	11	7
Variance intra-classe	0,188	0,193	0,205
Distance minimale au barycentre	0,180	0,233	0,147
Distance moyenne au barycentre	0,387	0,402	0,386
Distance maximale au barycentre	0,627	0,592	0,647
	Obs1	Obs2	Obs5
	Obs6	Obs3	Obs8
	Obs7	Obs4	Obs9
	Obs10	Obs11	Obs12
	Obs19	Obs14	Obs13
	Obs22	Obs16	Obs15
	Obs23	Obs18	Obs17
	Obs25	Obs20	

Obs27    Obs21  
Obs28    Obs24  
          Obs26

---

Résultats par objet :

Observation	Classe
Obs1	1
Obs2	2
Obs3	2
Obs4	2
Obs5	3
Obs6	1
Obs7	1
Obs8	3
Obs9	3
Obs10	1
Obs11	2
Obs12	3
Obs13	3
Obs14	2
Obs15	3
Obs16	2
Obs17	3
Obs18	2
Obs19	1
Obs20	2
Obs21	2
Obs22	1
Obs23	1
Obs24	2
Obs25	1
Obs26	2
Obs27	1
Obs28	1

## ANNEXE-V : K-means

XLSTAT 2008.6.03 - Classification k-means - le 06/06/2014 à 13:32:11

Tableau observations/variables : Classeur = Classeur1 / Feuille = Feuil1 / Plage = Feuil1!\$B\$2:\$E\$30 / 28 lignes et 4 colonnes

Regrouper les lignes

Critère de classification : Déterminant(W)

Conditions d'arrêt : Itérations = 500 / Convergence = 0,00001

Nombre de classes : 3

Centrer : Non

Réduire : Non

Partition de départ : Aléatoire

Répétitions : 10

Graine (nombres aléatoires) : 4312812

Statistiques simples :

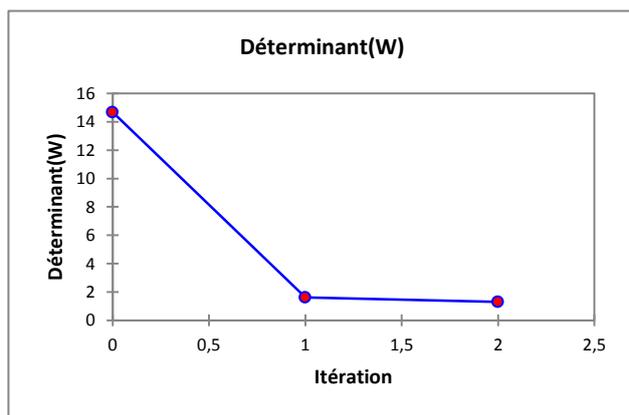
Variable	Observations	Obs. avec données manquantes	Obs. sans données manquantes	Minimum	Maximum	Moyenne	Ecart-type
A	28	0	28	0,017	0,995	0,499	0,303
B	28	0	28	0,114	0,988	0,454	0,259
C	28	0	28	0,036	0,973	0,504	0,256
D	28	0	28	0,008	0,996	0,519	0,320

Bilan de l'optimisation :

Répétition	Itération	Variance intra-classe initiale	Variance intra-classe finale	Déterminant(W)
1	2	0,327	0,209	1,694
2	2	0,339	0,204	1,854
3	2	0,350	0,216	1,632
4	2	0,320	0,210	2,433
5	2	0,329	0,204	2,014
6	2	0,344	0,229	1,754
7	2	0,313	0,201	1,900
8	2	0,326	0,216	1,773
9	2	0,295	0,195	1,555
<b>10</b>	<b>2</b>	<b>0,342</b>	<b>0,202</b>	<b>1,299</b>

Statistiques pour chaque itération :

Itération	Variance intra-classe	Trace(W)	Déterminant(W)	Lambda de Wilks
0	0,342	8,541	14,665	0,831
1	0,211	5,279	1,604	0,091
2	0,202	5,061	1,299	0,074



Décomposition de la variance pour la classification optimale :

Intra-classe	0,202
--------------	-------

Inter-classes	0,125
Totale	0,327

Barycentres initiaux des classes :

Classe	A	B	C	D
1	0,564	0,467	0,512	0,519
2	0,394	0,426	0,446	0,507
3	0,571	0,478	0,575	0,535

Barycentres des classes :

Classe	A	B	C	D	Somme des poids	Variance intra-classe
1	0,753	0,583	0,576	0,656	10,000	0,203
2	0,289	0,452	0,487	0,221	12,000	0,203
3	0,495	0,244	0,418	0,889	6,000	0,201

Distances entre les barycentres des classes :

	1	2	3
1	0	0,655	0,511
2	0,655	0	0,732
3	0,511	0,732	0

Objets centraux :

Classe	A	B	C	D
1 (Obs19)	0,758	0,515	0,652	0,707
2 (Obs4)	0,173	0,345	0,364	0,307
3 (Obs27)	0,738	0,239	0,349	0,982

Distances entre les objets centraux :

	1 (Obs19)	2 (Obs4)	3 (Obs27)
1 (Obs19)	0	0,783	0,495
2 (Obs4)	0,783	0	0,887
3 (Obs27)	0,495	0,887	0

Résultats par classe :

Classe	1	2	3
Objets	10	12	6
Somme des poids	10	12	6
Variance intra-classe	0,203	0,203	0,201
Distance minimale au barycentre	0,114	0,218	0,270
Distance moyenne au barycentre	0,395	0,416	0,390
Distance maximale au barycentre	0,644	0,584	0,641
	Obs1	Obs2	Obs7
	Obs5	Obs3	Obs8
	Obs6	Obs4	Obs10
	Obs15	Obs9	Obs12
	Obs17	Obs11	Obs13
	Obs19	Obs14	Obs27
	Obs22	Obs16	
	Obs23	Obs18	
	Obs25	Obs20	
	Obs28	Obs21	
		Obs24	
		Obs26	

Résultats par objet :

Observation	Classe	Distance au barycentre
Obs1	1	0,324
Obs2	2	0,394
Obs3	2	0,574
Obs4	2	0,218

Obs5	1	0,506
Obs6	1	0,235
Obs7	3	0,641
Obs8	3	0,341
Obs9	2	0,527
Obs10	3	0,371
Obs11	2	0,281
Obs12	3	0,415
Obs13	3	0,304
Obs14	2	0,307
Obs15	1	0,570
Obs16	2	0,369
Obs17	1	0,380
Obs18	2	0,510
Obs19	1	0,114
Obs20	2	0,385
Obs21	2	0,352
Obs22	1	0,586
Obs23	1	0,288
Obs24	2	0,584
Obs25	1	0,299
Obs26	2	0,487
Obs27	3	0,270
Obs28	1	0,644

---

## ANNEXE-VI: AFD

XLSTAT 2008.6.03 - Analyse Factorielle Discriminante (AFD) - le 06/06/2014 à 13:33:50

Y / Qualitatives : Classeur = ryzzzzz1.xlsx / Feuille = Feuill1 / Plage = Feuill1!\$G\$2:\$G\$30 / 28 lignes et 1 colonne  
 X / Quantitatives : Classeur = ryzzzzz1.xlsx / Feuille = Feuill1 / Plage = Feuill1!\$B\$2:\$E\$30 / 28 lignes et 4 colonnes

Les matrices de covariance sont supposées égales

Les probabilités a priori sont prises en compte

Niveau de signification (%) : 5

### Statistiques simples :

Variable	Modalités	Effectifs	%
Classe	1	10	35,714
	2	12	42,857
	3	6	21,429

Variable	Observations	Obs. avec données manquantes	Obs. sans données manquantes	Minimum	Maximum	Moyenne	Ecart-type
A	28	0	28	0,017	0,995	0,499	0,303
B	28	0	28	0,114	0,988	0,454	0,259
C	28	0	28	0,036	0,973	0,504	0,256
D	28	0	28	0,008	0,996	0,519	0,320

### Matrice de corrélation :

Variables	A	B	C	D
A	<b>1,000</b>	0,043	-0,244	0,340
B	0,043	<b>1,000</b>	0,165	0,024
C	-0,244	0,165	<b>1,000</b>	-0,020
D	0,340	0,024	-0,020	<b>1,000</b>

### Analyse Factorielle Discriminante :

Moyennes par classe :

Classe \ Variable	A	B	C	D
1	0,753	0,583	0,576	0,656
2	0,289	0,452	0,487	0,221
3	0,495	0,244	0,418	0,889

Somme des poids, probabilités a priori et logarithmes des déterminants pour chaque classe :

Classe	Somme des poids	Probabilités a priori	Log(Déterminant)
1	10,000	0,357	-13,128
2	12,000	0,429	-12,765
3	6,000	0,214	-19,355

### Statistiques de multicolinéarité :

Statistique	A	B	C	D
Tolérance	0,822	0,966	0,905	0,880
VIF	1,216	1,036	1,105	1,136

Matrice de covariance inter-classes :

	A	B	C	D
A	0,063	0,018	0,012	0,058
B	0,018	0,023	0,011	-0,015
C	0,012	0,011	0,005	-0,002
D	0,058	-0,015	-0,002	0,111

Matrice de covariance intra-classe pour la classe 1 :

	A	B	C	D
A	0,041	-0,012	-0,026	-0,006
B	-0,012	0,075	0,007	0,027
C	-0,026	0,007	0,062	-0,004
D	-0,006	0,027	-0,004	0,026

Matrice de covariance intra-classe pour la classe 2 :

	A	B	C	D
A	0,042	-0,002	-0,020	-0,020
B	-0,002	0,060	-0,008	0,005
C	-0,020	-0,008	0,072	0,004
D	-0,020	0,005	0,004	0,029

Matrice de covariance intra-classe pour la classe 3 :

	A	B	C	D
A	0,096	-0,022	-0,057	0,014
B	-0,022	0,011	0,023	0,006
C	-0,057	0,023	0,064	-0,004
D	0,014	0,006	-0,004	0,030

Matrice de covariance intra-classe totale :

	A	B	C	D
A	0,052	-0,010	-0,030	-0,008
B	-0,010	0,055	0,004	0,013
C	-0,030	0,004	0,067	0,000
D	-0,008	0,013	0,000	0,028

Matrice de covariance totale :

	A	B	C	D
A	0,092	0,003	-0,019	0,033
B	0,003	0,067	0,011	0,002
C	-0,019	0,011	0,066	-0,002
D	0,033	0,002	-0,002	0,103

Test de Box (Approximation asymptotique du khi<sup>2</sup>) :

-2Log(M)	39,988
Khi <sup>2</sup> (Valeur observée)	29,613
Khi <sup>2</sup> (Valeur critique)	31,410
DDL	20
p-value	0,076
alpha	0,05

Interprétation du test :

H0 : Les matrices de covariance intra-classe sont égales.

Ha : Les matrices de covariance intra-classe sont différentes.

Etant donné que la p-value calculée est supérieure au niveau de signification seuil  $\alpha=0,05$ , on peut valider l'hypothèse nulle H0.

Le risque de rejeter l'hypothèse nulle H0 alors qu'elle est vraie est de 7,64%.

Test de Box (Approximation asymptotique du F de Fisher) :

-2Log(M)	39,988
F (Valeur observée)	1,442
F (Valeur critique)	1,581
DDL1	20
DDL2	1038
p-value	0,094
alpha	0,05

Interprétation du test :

H0 : Les matrices de covariance intra-classe sont égales.

Ha : Les matrices de covariance intra-classe sont différentes.

Etant donné que la p-value calculée est supérieure au niveau de signification seuil  $\alpha=0,05$ , on peut valider l'hypothèse nulle H0.

Le risque de rejeter l'hypothèse nulle H0 alors qu'elle est vraie est de 9,39%.

Test de Kullback :

K (Valeur observée)	19,994
K (Valeur critique)	31,410
DDL	20
p-value	0,458
alpha	0,05

Interprétation du test :

H0 : Les matrices de covariance intra-classe sont égales.

Ha : Les matrices de covariance intra-classe sont différentes.

Etant donné que la p-value calculée est supérieure au niveau de signification seuil  $\alpha=0,05$ , on peut valider l'hypothèse nulle H0.

Le risque de rejeter l'hypothèse nulle H0 alors qu'elle est vraie est de 45,83%.

Test du Lambda de Wilks (approximation de Rao) :

Lambda	0,074
F (Valeur observée)	14,773
F (Valeur critique)	2,157
DDL1	8
DDL2	44
p-value	< 0,0001
alpha	0,05

Interprétation du test :

H0 : Les vecteurs moyens des 3 classes sont égaux.

Ha : Au moins l'un des vecteurs moyens est différent d'un autre.

Etant donné que la p-value calculée est inférieure au niveau de signification  $\alpha=0,05$ , on doit rejeter l'hypothèse nulle H0, et retenir l'hypothèse alternative Ha.

Le risque de rejeter l'hypothèse nulle H0 alors qu'elle est vraie est inférieur à 0,01%.

Test unidimensionnel d'égalité des moyennes des classes :

Variable	Lambda	F	DDL1	DDL2	p-value
A	0,527	11,228	2	25	0,000
B	0,763	3,882	2	25	0,034
C	0,944	0,748	2	25	0,483
D	0,252	37,017	2	25	< 0,0001

Trace de Pillai :

Trace	1,391
F (Valeur observée)	13,125
F (Valeur critique)	2,147
DDL1	8
DDL2	46
p-value	< 0,0001
alpha	0,05

Interprétation du test :

H0 : Les vecteurs moyens des 3 classes sont égaux.

Ha : Au moins l'un des vecteurs moyens est différent d'un autre.

Etant donné que la p-value calculée est inférieure au niveau de signification  $\alpha=0,05$ , on doit rejeter l'hypothèse nulle H0, et retenir l'hypothèse alternative Ha.

Le risque de rejeter l'hypothèse nulle H0 alors qu'elle est vraie est inférieur à 0,01%.

Trace de Hotelling-Lawley :

Trace	6,277
F (Valeur observée)	16,848
F (Valeur critique)	2,276
DDL1	8
DDL2	29
p-value	< 0,0001
alpha	0,05

Interprétation du test :

H0 : Les vecteurs moyens des 3 classes sont égaux.

Ha : Au moins l'un des vecteurs moyens est différent d'un autre.

Etant donné que la p-value calculée est inférieure au niveau de signification  $\alpha=0,05$ , on doit rejeter l'hypothèse nulle H0, et retenir l'hypothèse alternative Ha.

Le risque de rejeter l'hypothèse nulle H0 alors qu'elle est vraie est inférieur à 0,01%.

Plus grande racine de Roy :

Racine	5,021
F (Valeur observée)	28,871
F (Valeur critique)	2,796
DDL1	4
DDL2	23
p-value	< 0,0001

alpha 0,05

Interprétation du test :

H0 : Les vecteurs moyens des 3 classes sont égaux.

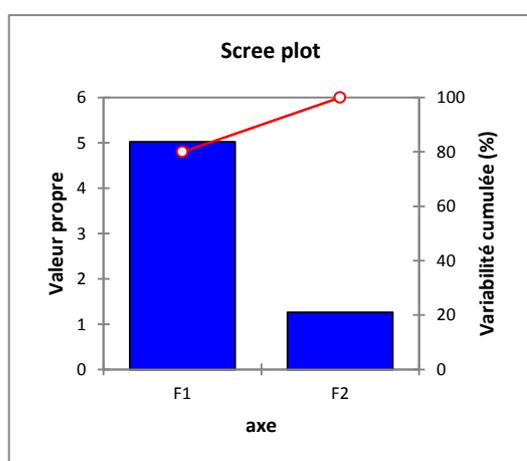
Ha : Au moins l'un des vecteurs moyens est différent d'un autre.

Etant donné que la p-value calculée est inférieure au niveau de signification  $\alpha=0,05$ , on doit rejeter l'hypothèse nulle H0, et retenir l'hypothèse alternative Ha.

Le risque de rejeter l'hypothèse nulle H0 alors qu'elle est vraie est inférieur à 0,01%.

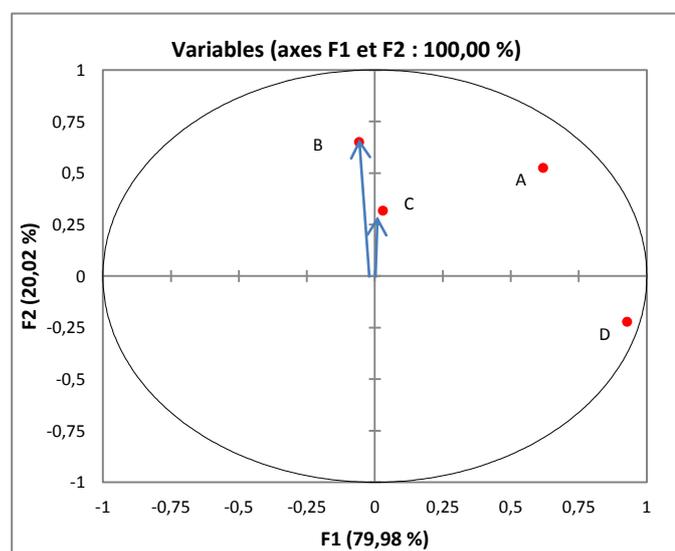
Valeurs propres :

	F1	F2
Valeur propre	5,021	1,256
Discrimination (%)	79,984	20,016
% cumulé	79,984	100,000



Corrélations Variables/Facteurs :

	F1	F2
A	0,620	0,524
B	-0,057	0,649
C	0,031	0,316
D	0,929	-0,223

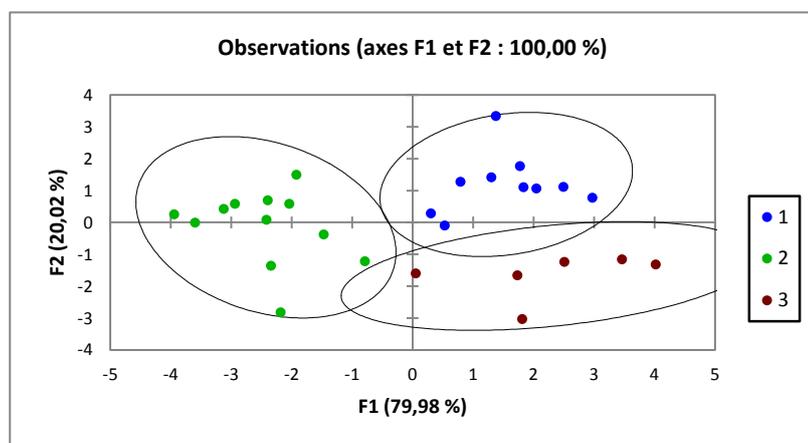


Fonctions de classement :

	1	2	3
Constante	-32,221	-9,454	-29,028
A	33,407	16,382	25,157
B	7,840	7,981	-1,941
C	23,179	14,167	17,769
D	29,450	8,921	40,041

Classification a priori et a posteriori, probabilités d'appartenance, coordonnées et carrés des distances :

Observation	A priori	A posteriori	Pr(1)	Pr(2)	Pr(3)	F1	F2	D <sup>2</sup> (1)	D <sup>2</sup> (2)	D <sup>2</sup> (3)
Obs1	1	1	0,988	0,000	0,012	1,840	1,091	3,810	23,090	12,602
Obs2	2	2	0,000	1,000	0,000	-2,933	0,567	24,126	4,061	36,800
Obs3	2	2	0,000	1,000	0,000	-2,412	0,073	24,401	7,153	33,483
Obs4	2	2	0,000	1,000	0,000	-2,339	-1,376	23,842	3,275	24,494
Obs5	1	1	0,826	0,048	0,126	0,538	-0,112	6,473	12,171	10,236
Obs6	1	1	0,981	0,000	0,019	2,500	1,103	3,276	27,842	11,184
Obs7	3	3	0,016	0,000	0,984	4,024	-1,330	17,685	47,822	9,425
Obs8	3	3	0,057	0,000	0,943	2,514	-1,250	10,207	28,559	4,581
Obs9	2	2	0,019	0,953	0,028	-0,784	-1,229	15,820	8,009	15,073
Obs10	3	3	0,083	0,243	0,673	0,059	-1,614	12,583	10,442	8,407
Obs11	2	2	0,000	1,000	0,000	-3,596	-0,018	30,647	3,741	40,915
Obs12	3	3	0,031	0,000	0,969	1,738	-1,669	11,963	23,015	5,050
Obs13	3	3	0,001	0,000	0,999	1,817	-3,045	20,787	28,772	5,861
Obs14	2	2	0,004	0,996	0,000	-1,466	-0,396	15,143	4,150	20,168
Obs15	1	1	1,000	0,000	0,000	1,383	3,326	8,540	30,201	30,826
Obs16	2	2	0,008	0,992	0,000	-1,917	1,479	14,623	5,089	31,067
Obs17	1	1	0,998	0,000	0,002	1,780	1,753	4,068	24,653	16,749
Obs18	2	2	0,000	1,000	0,000	-2,392	0,681	21,544	6,087	34,090
Obs19	1	1	0,984	0,000	0,016	2,054	1,055	2,489	23,374	10,769
Obs20	2	2	0,000	1,000	0,000	-3,939	0,241	35,106	6,168	47,354
Obs21	2	2	0,000	1,000	0,000	-3,120	0,411	25,799	3,832	37,846
Obs22	1	1	0,993	0,003	0,004	0,796	1,259	7,597	19,030	18,859
Obs23	1	1	0,933	0,000	0,067	2,979	0,763	4,788	32,244	10,052
Obs24	2	2	0,002	0,998	0,000	-2,035	0,574	18,738	5,834	30,155
Obs25	1	1	0,886	0,076	0,038	0,309	0,269	4,737	9,644	11,015
Obs26	2	2	0,000	1,000	0,000	-2,178	-2,839	32,688	9,471	24,710
Obs27	3	3	0,036	0,000	0,964	3,470	-1,174	11,595	37,744	5,025
Obs28	1	1	0,996	0,000	0,003	1,308	1,406	8,418	24,323	19,787



**ANNEXE-VII: REPARTITION DE LA POPULATION PAR FOKONTANY**

- La population totale, année 2013 est 21 218 dont 10 030 hommes et 11 188 femmes ;
- Taille moyenne de ménage est 4,5 ;
- Nombre de ménage dans la commune est 4 3

**Tableau 9** : Répartition de la population Par fokontany

<b>FOKONTANY</b>	<b>POPULATION</b>
Antananambony	3 249
Ampefiloha	2 739
Antokotanitsara	4 102
Ambanimaso	2 868
Ambodivona	3 151
Antandrokomby	2 648
Ankazotoho	2 461
<b>TOTAL</b>	<b>21 218</b>

**Source** : PCD de la commune, année 013

**ANNEXE-VIII: REPARTITION PAR TRANCHE D'AGE ET SEXE DE LA POPULATION**

**Tableau 10** : Répartition par tranche d'âge et par sexe

<b>TRANCHE D'AGE</b>	<b>MASCULIN</b>	<b>FEMININ</b>
<b>0 à 5 ans</b>	1 328	1464
<b>5 à 17 ans</b>	2 846	3 203
<b>18 à 60 ans</b>	5 605	6 191
<b>61 ans et plus</b>	251	330
<b>TOTAL</b>	<b>10 030</b>	<b>11 188</b>

**Source** : PCD de la commune, 2013

**ANNEXE- IX : RENSEIGNEMENT D'ORDRE SOCIAL****1. EDUCATION****Tableau 11** : Renseignement de l'éducation

<b>CLASSE EXISTANTES</b>	<b>PRESCOLAIRE</b>		<b>PRIMAIRE</b>		<b>SECONDAIRE</b>		<b>LYCEE</b>	
	<b>Publique</b>	<b>Privé</b>	<b>Publique</b>	<b>Privé</b>	<b>Publique</b>	<b>Privé</b>	<b>Publique</b>	<b>Privé</b>
<b>Nombre d'Etablissements</b>	01	11	02	11	01	06	01	<b>01</b>
<b>Nombre d'élèves</b>	220	526	1 384	1 739	920	896	187	<b>45</b>
<b>Nombre d'Enseignants</b>	03	24	25	58	22	45		
<b>Nombre de fonctionnaires</b>			13		15		02	
<b>Taux de réussite :</b>								
- <b>CEPE</b>								<b>84,20%</b>
- <b>BEPC</b>								<b>46,84%</b>

**Source** : PCD de la commune, 2013

## 2. SANTE

**Tableau 12** : Renseignement de la Santé

	Médecin	Sage-femme	Infirmier	Aides sanitaire	Nombre d'accouchements par mois
<b>CSB II</b>	03	02	01	02	26
<b>Centre privé</b>		02			
<b>Dispensaire privé</b>	01				
<b>Cabinets médicaux privés</b>	06				

**Source** : PCD de la commune, 2013

**ANNEXE-X : LISTE DES ASSOCIATIONS, ONG et ENTREPRISES OPERANTS  
DANS LA COMMUNE**

**ii. Associations et ONG :**

**ONG:**

*EFA: Ezaka ho Fampanandrosoana any Ambanivohitra, ENDA*

**ASSOCIATION:**

AMBIOKA, MIHARI-SOA, FIBIMA, A.JE.RE.DA.TRA, MISALAKA, LORAN-VOLASO, AMPEFILOHA VONONA, AMPEFILOHA MIRAY, FIRAIKANKINA, TSARAVOY, TANJONA, MAMIKO, AMBODIVONA, EZAKA LOHARANONTSOA, AINA, MANALAZY, FIVOARANA

**2. ENTREPRISES ET SOCIETES**

**Tableau 13 :** Entreprises et Sociétés dans la commune péri-urbaine d'Anosizato ouest

<b>Nom de l'Entreprise ou Société</b>	<b>Branche</b>	<b>Activités</b>	<b>Lieu d'implantation</b>
<b>VITAPLAST</b>	Transformation plastique	Fabrication de matériels en	Antokotanitsara
<b>SWEETCO</b>	Transformation	Biscuiterie	Antokotanitsara
<b>AMAZONE</b>	Commerce	Vente de PPN-Transport	Ambanimaso
<b>FITARATRA MALAGASY</b>	Transformation	Vitrierie	Antokotanitsara
<b>NET TRANS HJ4</b>	Commerce et Transformation	Décortiquerie et Transport	Ambanimaso
<b>SHELL</b>	Commerce	Distributeur de produits pétroliers	Antokotanitsara et Antandrokomby
<b>ROYALE</b>	Commerce	Pâtisserie	Ambanimaso
<b>LIFEMATE</b>	Commerce	Vente de meubles	Antandrokomby
<b>ADEFIBOA</b>	Micro-finance	Entreprise financière	Antandrokomby
<b>BOA</b>	Banque	Commerce	Antandrokomby
<b>BFV</b>	Banque	Commerce	Antandrokomby

**Source :** PCD de la commune, 2013

**ANNEXE-XI: PROJETS DE DEVELOPPEMENT**

Les projets en cours et réalisés dans la commune

**Tableau 14** : Projet en cours ou réalisés Education

	INTITULE	LOCALISATION	ORGANISME DE FINANCEMENT	ANNEE
01	Construction d'un CEG de quatre (04) salles et bureau	Ambanimaso	Région Analamanga	2008
02	Réalisation de cours gratuits pour les classes de 7 <sup>ème</sup>		Commune	2009-2011
03	Construction d'un bâtiment préscolaire pour les enfants défavorisées	Antandrokomby	UNICEF	2010
04	Extension de cinq (05) salles pour CEG	Ambanimaso	Région Analamanga, MATD	2010
05	Extension de deux (05) salles pour EPP existantes	Antandrokomby Antokotanitsara	Région Analamanga, MATD	2010
06	Extension de deux (05) salles pour EPP existantes			2011
07	Construction d'un lycée de quatre salles	Antandrokomby Antokotanitsara	Région Analamanga, MATD	2011
08	Extension de quatre salles pour lycée	Ambodivona	Région Analamanga, MATD	2011

**Source** : PCD de la commune, 2013

**Tableau 15** : Projet en cours ou réalisés Santé

	<b>INTITULE</b>	<b>LOCALISATION</b>	<b>ORGANISME DE FINANCEMENT</b>	<b>ANNEE</b>
01	Construction CSB II	Antandrokomby	MINSAN	2006
02	Elaboration d'un plan de lutte contre le SIDA (PLLS)	Commune	Association RARIMPIHAVANANA	2005
03	Réhabilitation du CSB	Antandrokomby	MINSAN	2009
04	Construction maternité	Antandrokomby	MINSAN	2009
05	Construction logement sage-femme	Antandrokomby	MINSAN	2009
06	Opération «MASO »	Bureau Commune	- Secours et Aides Humanitaires illimités SAHI - Institut de la vision - Madagascar Sight Organisation (MASO)	2009 2010 2011 2012
07	Branchement en eau et électricité du logement de sage femme	Antandrokomby	Commune et JIRAMA	2010
08	Extension de Soins dentaires	CSB Antandrokomby	- MINSAN - Ordre des Odontologistes	2010

**Source** : PCD de la commune, 2013

## **TABLE DES MATIERES**

<b>REMERCIEMENTS.....</b>	<b>I</b>
<b>ABSTRACT .....</b>	<b>II</b>
<b>SOMMAIRE .....</b>	<b>IV</b>
<b>LISTE DES CARTES .....</b>	<b>V</b>
<b>LISTE DES FIGURES ET GRAPHES .....</b>	<b>V</b>
<b>LISTE DES TABLEAUX .....</b>	<b>V</b>
<b>LISTE DES ACRONYMES .....</b>	<b>VI</b>
<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>1</b>
<b>1. CONCEPT ET ETAT DE L'ART .....</b>	<b>5</b>
<b>1.1. Développement local .....</b>	<b>5</b>
<b>1.2. Gouvernance locale .....</b>	<b>6</b>
<b>1.3. Budget participatif .....</b>	<b>7</b>
<b>1.4. Décentralisation.....</b>	<b>7</b>
<b>2. MATERIELS ET METHODES .....</b>	<b>8</b>
<b>2.1. Matériels.....</b>	<b>8</b>
2.1.1. Justification du Choix du thème.....	8
2.1.2. Justification du choix de zone d'étude .....	8
2.1.3. Cadrage de la zone d'étude .....	9
2.1.4. Outils de traitement de données .....	12
<b>2.2. Méthodes .....</b>	<b>12</b>
2.2.1. Démarches communes aux hypothèses .....	12
2.2.1.1. Phase préparatoire .....	12
2.2.1.2. Phase opérationnelle : Collecte de données .....	14
2.2.1.3. Phase d'analyse et traitement des informations .....	16
2.2.2. Démarche spécifique à chaque Hypothèse.....	16
2.2.2.1. Démarche spécifique à l'Hypothèse 1 : « <i>Le développement local de la commune péri-urbaine d'Anosizato-Ouest a des grands facteurs de blocages</i> » .....	16
2.2.2.2. Démarche spécifique à l'Hypothèse 2 : « <i>L'application du budget participatif peut résoudre les principales problèmes de développement local de la commune péri-urbaine d'Anosizato ouest</i> ».....	18
<b>2.3. LIMITES DE L'ETUDE .....</b>	<b>19</b>
<b>2.4. RECAPITULATION DE LA METHODOLOGIE.....</b>	<b>20</b>

<b>2.5. CHRONOGRAMME DES ACTIVITES .....</b>	<b>21</b>
<b>3. RESULTATS .....</b>	<b>22</b>
<b>3.1. Les grands facteurs de blocage au développement de la Commune péri-urbaine d'Anosizato-Ouest .....</b>	<b>22</b>
3.1.1. La situation socio-économique de la population .....	22
3.1.2. Résultats de la Classification Ascendante Hiérarchique (CAH) .....	22
3.1.3. Résultats de l'Analyse Factorielle Discriminante (AFD) des ménages enquêtés ....	23
3.1.4. La petite surface et la pauvreté de la commune .....	24
3.1.4.1. La petite superficie de la commune.....	24
3.1.4.2. La pauvreté de la population .....	24
<b>3.2. Les forces, faiblesse, opportunités et menace du budget participatif de la Commune .....</b>	<b>26</b>
3.2.1. Les forces et faiblesses du budget participatif .....	27
3.2.1.1. Les forces du BP .....	27
3.2.1.2. Les faiblesses du BP.....	27
3.2.2. Les opportunités et menaces du budget participatif de la commune.....	29
3.2.2.1. Les opportunités du BP .....	29
3.2.2.2. Les menace du BP .....	31
<b>4. DISCUSSION ET RECOMMANDATION .....</b>	<b>32</b>
<b>4.1. DISCUSSIONS .....</b>	<b>32</b>
4.1.1. La situation socio-économiques de la Commune d'Anosizato-Ouest .....	32
4.1.1.1. Le cercle vicieux de la pauvreté.....	32
4.1.1.2. L'importance de l'éducation au développement .....	34
4.1.2. Les forces, faiblesses, opportunité et menaces du processus du budgétaire participatif .....	36
4.1.2.1. Les forces et faiblesses du budget participatif .....	36
4.1.2.2. Opportunités et menace du budget participatif .....	38
<b>4.2. RECOMMANDATION .....</b>	<b>42</b>
4.2.1. L'amélioration de la situation socio-économique de la population .....	42
4.2.2. L'augmentation de niveau d'éducation de la population .....	42
4.2.3. Appréciation de la création d'emploi .....	43
4.2.4. Implication au maximum de participant du budget participatif .....	43
4.2.4.1. Principe actif du BP pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale .....	43

4.2.4.2. L'application du budget participatif pour le développement local .....	45
<b>CONCLUSION.....</b>	<b>46</b>
<b>REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES .....</b>	<b>1</b>
<b>LISTE DES ANNEXES .....</b>	<b>1</b>
<b>TABLE DES MATIERES .....</b>	<b>30</b>